

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé, de l'Egalité des Chances et des Droits des femmes sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de la Santé,



Christie MORREALE

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé, de l'Egalité des Chances et des Droits des femmes sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre de la Santé,



Christie MORREALE

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Exposé des motifs

L'accord de coopération auquel il est assenti, vise à fournir un fondement juridique supplémentaire à la banque de données CoBRHA.

L'adoption d'un accord de coopération est indispensable puisque CoBRHA contient des données relatives à des institutions, notamment des hôpitaux et des maisons de repos, qui relèvent de la compétence des entités fédérées. Tant l'Etat fédéral que les entités fédérées souhaitent promouvoir un partage d'information électronique sécurisé entre tous les acteurs, dans le respect de la protection de la vie privée et du secret professionnel médical.

L'accord comporte plusieurs dispositions concernant l'hébergement et la gestion de la banque de données, les finalités du traitement, les catégories de données à caractère personnel, le délai de conservation et les responsables du traitement.

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Commentaires des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment l'accord de coopération du XXX entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

<p>[14 juli 2023] Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+</p>	<p>[14 juillet 2023] Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+</p>	<p>[14. Juli 2023] Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit CoBRHA+</p>
ALGEMENE TOELICHTING	COMMENTAIRE GÉNÉRAL	ALLGEMEINER KOMMENTAR
<p>De gegevensbank CoBRHA+ (Common Base Register For Healthcare Actor) is een gegevensbank met gegevens m.b.t. de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg. Het betreft een geconsolideerde authentieke bron die een antwoord biedt op 3 vragen over een actor in de zorg:</p>	<p>La banque de données CoBRHA+ (Common Base Register For Healthcare Actor) est une banque de données contenant des données relatives aux professionnels de soins de santé et aux professionnels de soins ainsi qu'aux organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins. Il s'agit d'une source authentique consolidée qui permet de répondre à 3 questions concernant un acteur de soins:</p>	<p>Die Datenbank CoBRHA+ (Common Base Register For Healthcare Actor) ist eine Datenbank mit Daten über Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte sowie Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind. Es handelt sich um eine konsolidierte authentische Quelle, mit der sich drei Fragen zu einem Akteur im Gesundheitswesen beantworten lassen:</p>
<p>1° wie is deze actor? Deze actor kan een gezondheidszorgbeoefenaar (arts, verpleegkundige, ...), zorgbeoefenaar (zoals een hulpverlener, een natuurlijke persoon die op beroepsmatige basis zorg verstrekt, met uitzondering van een gezondheidszorgbeoefenaar) of een organisatie in de gezondheid of de zorg (ziekenhuis, rusthuis, ...) zijn;</p>	<p>1° qui est cet acteur ? Cet acteur peut être un professionnel de soins de santé (médecin, infirmier, ...), un professionnel de soins (comme un prestataire d'aide, une personne physique qui fournit des soins sur base professionnelle, à l'exception d'un professionnel de soins de santé) ou une organisation active dans le domaine de la santé ou des soins (hôpital, maison de repos, ...);</p>	<p>1. Wer ist dieser Akteur? Dieser Akteur kann eine Fachkraft der Gesundheitspflege (Arzt, Krankenpfleger ...), eine Pflegefachkraft (eine natürliche Person, die gewerbsmäßig Hilfs- und Begleitdienstleistungen erbringt, mit Ausnahme der Fachkräfte der Gesundheitspflege) oder eine Organisation, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig (Krankenhaus, Wohn- und</p>

		Pflegezentrum für Senioren ...);
2° wat mag deze actor doen? Voor een organisatie gaat het om de erkende of geconventioneerde activiteiten van deze organisatie (bv. algemeen ziekenhuis, intensive care, SMUR/MUG, ...). Voor een gezondheidszorg- en zorgbeoefenaar gaat het om de beroepserkenningen en erkende specialisaties van deze persoon (diploma, visum, ...);	2° qu'est-ce que cet acteur est autorisé à faire ? Pour une organisation, il s'agit des activités agréées ou conventionnées de cette organisation (ex: hôpital général, soins intensifs, SMUR/MUG, ...). Pour un professionnel de soins de santé ou un professionnel de soins, il s'agit des reconnaissances professionnelles et des spécialités reconnues de cette personne (diplôme, visa, ...);	2. Was darf dieser Akteur tun? Bei einer Organisation handelt es sich um die anerkannten oder konventionierten Tätigkeiten dieser Organisation (z.B. allgemeines Krankenhaus, Intensivstation, mobiler Rettungsdienst, ...). Für eine Fachkraft der Gesundheitspflege oder eine Pflegefachkraft handelt es sich um die Berufsanerkennungen und anerkannten Spezialisierungen dieser Person (Diplom, Visa, ...).
3° wat zijn de verantwoordelijkheden? Dit komt overeen met de rollen van de actoren, eventueel ten aanzien van een andere actor. Hierbij wordt bijvoorbeeld gedacht aan een hoofdarts in een ziekenhuis, het deel uitmaken van een groepspraktijk waartoe ook de GMD-houder van een patiënt behoort (om de therapeutische relatie van de patiënt uit te breiden, in transparantie met de patiënt, tot de andere leden van de groepspraktijk) of het deel uitmaken van een groepering van verpleegkundigen waarbij onderling een mandaat wordt gegeven om bijvoorbeeld facturatiegegevens naar het RIZIV te sturen.	3° quelles sont les responsabilités ? Celles-ci correspondent aux rôles exercés par les acteurs, éventuellement vis-à-vis d'un autre acteur. Il s'agit à titre d'exemple d'un médecin en chef d'un hôpital ou du fait d'appartenir à une pratique de groupe dont fait aussi partie le détenteur du DMG d'un patient (en vue d'élargir la relation thérapeutique du patient, en transparence avec le patient, aux autres membres de la pratique de groupe) ou du fait d'appartenir à un groupement d'infirmiers, un mandat étant accordé entre eux pour envoyer par exemple les données de facturation à l'INAMI.	3. Was sind die Verantwortlichkeiten? Diese entsprechen den Rollen, die von den Akteuren ausgeübt werden, möglicherweise gegenüber einem anderen Akteur. Dabei handelt es sich beispielsweise um die Funktion eines Chefarztes eines Krankenhauses oder die Einbindung in eine Gemeinschaftspraxis, der auch die Person angehört, die die allgemeine medizinische Akte (AMA) eines Patienten führt (um die therapeutische Beziehung des Patienten in Transparenz mit dem Patienten auf die anderen Mitglieder der Gemeinschaftspraxis auszuweiten), oder die Mitgliedschaft in einem Zusammenschluss von Krankenpflegern, die einander eine Vollmacht erteilen, um beispielsweise Fakturierungsdaten an das LIKIV zu senden.
De artikelen bieden een bijkomende rechtsgrond voor deze gegevensbank.	Les articles offrent un fondement juridique supplémentaire pour cette banque de données.	Die Artikel bilden eine zusätzliche Rechtsgrundlage für diese Datenbank.

Het samenwerkingsakkoord werd voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit (advies 40/2023 van 9 februari 2023) en de “Vlaamse Toezichtcommissie” (advies 2022/116 van 13 december 2022) en voor advies aan het intra-Franstalig overlegorgaan en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg (advies van 20 december 2022).	L'accord de coopération a été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données (avis 40/2023 du 9 février 2023) et de la « Vlaamse Toezichtcommissie » (avis 2022/116 du 13 décembre 2022), à l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et de la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone (avis du 20 décembre 2022).	Das Zusammenarbeitsabkommen wurde der Datenschutzbehörde (Stellungnahme 40/2023 vom 9. Februar 2023), der „Vlaamse Toezichtcommissie“ (Stellungnahme 2022/116 vom 13. Dezember 2022) sowie dem französischsprachigen Konzertierungsorgan und dem französischsprachigen ministeriellen Konzertierungsausschuss zur Stellungnahme vorgelegt (Stellungnahme vom 20. Dezember 2022).
ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING	COMMENTAIRE DES ARTICLES	KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN
Artikel 1. Artikel 1 betreft een aantal definities.	Article 1^{er}. L'article 1 ^{er} contient plusieurs définitions.	Artikel 1. Artikel 1 enthält mehrere Definitionen.
Art. 2. Het eHealth-platform staat in voor de hosting van een gemeenschappelijke authentieke bron van de federale overheid en de gefedereerde entiteiten (CoBRHA+) met persoonsgegevens over gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg. Na beslissing van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid kan de gemeenschappelijke gegevensbank worden gehost bij een andere partij	Art. 2. La plate-forme eHealth est chargée de l'hébergement d'une source authentique commune de l'autorité fédérale et des entités fédérées (CoBRHA+) contenant des données à caractère personnel relatives aux professionnels de soins de santé, aux professionnels de soins et aux organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins. Après une décision de la Conférence interministérielle Santé publique, la banque de données commune peut être hébergée auprès d'une autre partie.	Art. 2. Die eHealth-Plattform ist mit der Beherbergung einer gemeinsamen authentischen Quelle der Föderalbehörde und der föderierten Teilgebiete (CoBRHA+) betraut, die personenbezogene Daten über Fachkräfte der Gesundheitspflege, Pflegefachkräfte und Organisation, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind, enthält. Auf Beschluss der Interministeriellen Konferenz Volksgesundheit kann die gemeinsame Datenbank bei einer anderen Partei beherbergt werden.
Het eHealth-platform huisvest op zijn infrastructuur de gegevensbanken van de onderscheiden verwerkingsverantwoordelijken op een geconsolideerde wijze. Hierbij worden de verantwoordelijkheden	La Plate-forme eHealth héberge, sur son infrastructure, de manière consolidée, les banques de données des différents responsables de traitement dont les responsabilités ont été définies. Les données sont traitées conformément à l'article	Die eHealth-Plattform beherbergt auf ihrer Infrastruktur die Datenbanken der verschiedenen Datenverantwortlichen in konsolidierter Form. Hiermit werden die Zuständigkeiten festgelegt. Die

afgebakend. De gegevens worden verwerkt in overeenstemming met artikel 6, lid 1, punt c) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.	6, alinéa premier, point c) du Règlement général sur la protection des données.	Datenverwerking erfolgt gemäß Artikel 6, Absatz 1, Punkt c) der Datenschutz-Grundverordnung.
De bevoegde verwerkingsverantwoordelijken moeten ervoor zorgen dat CoBRHA+ wordt gevoed en bijgewerkt volgens de afgesproken procedures. De beschikbaarheid, de kwaliteit en de bijwerking van de aan het eHealth-platform overgemaakte gegevens worden bepaald in overleg met de bevoegde verwerkingsverantwoordelijken.	Les responsables du traitement compétents doivent veiller à ce que CoBRHA+ soit alimentée et mise à jour selon les procédures convenues. La disponibilité, la qualité et l'actualisation des données transmises à la plateforme eHealth sont déterminées en concertation avec les responsables du traitement compétents.	Die Verantwortlichen für die Datenverarbeitung müssen sicherstellen, dass CoBRHA+ gemäß den vereinbarten Verfahren gespeist und aktualisiert wird. Die Verfügbarkeit, Qualität und Aktualisierung der an die eHealth-Plattform übermittelten Daten wird in Absprache mit den Verantwortlichen für die Datenverarbeitung festgelegt.
Art. 3. Artikel 3 omschrijft de verwerkingsdoeleinden, met name het uniek identificeren en in voorkomend geval contacteren van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg, het ondersteunen van de basisdiensten die het eHealth-platform ter beschikking stelt, het ter beschikking stellen van de gegevens aan federale overheidsdiensten en federale publiekrechtelijke rechtspersonen, instellingen van sociale zekerheid, overheidsdiensten van de gefedereerde entiteiten en openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid die onder de gefedereerde entiteiten ressorteren en actoren in de zorg, het ondersteunen van zorggebruikers en actoren in de zorg en statistische doeleinden.	Art. 3. L'article 3 décrit les finalités du traitement, à savoir l'identification unique et, le cas échéant, la prise de contact avec les professionnels de soins de santé, les professionnels de soins et les organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins, le soutien des services de base offerts par la plateforme eHealth, la mise à la disposition des données aux services publics fédéraux et aux personnes morales fédérales de droit public, aux institutions de sécurité sociale, aux services publics des entités fédérées et aux institutions publiques dotées de la personnalité juridique qui relèvent des entités fédérées et des acteurs de soins, le soutien des usagers de soins et des acteurs de soins et les finalités statistiques.	Art. 3. In Artikel 3 werden die Verarbeitungszwecke beschrieben, nämlich die eindeutige Identifizierung und gegebenenfalls die Kontaktaufnahme mit Fachkräften der Gesundheitspflege, Pflegefachkräften und Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind, die Unterstützung der von der eHealth-Plattform bereitgestellten Basisdienste, die Bereitstellung von Daten an föderale öffentliche Dienste und föderale juristische Personen des öffentlichen Rechts, Einrichtungen der sozialen Sicherheit, öffentliche Dienste der föderierten Teilgebiete und öffentliche Einrichtungen mit Rechtspersönlichkeit in der Zuständigkeit der föderierten Teilgebiete und Akteure der Gesundheitsversorgung, die Unterstützung von Pflegeempfänger und Akteuren der Gesundheitsversorgung sowie statistische Zwecke.

Op deze wijze moeten de bevoegde diensten slechts éénmalig de gegevens bij de betrokken actoren opvragen.	De cette manière, les services compétents ne doivent demander les données qu'une seule fois aux acteurs concernés.	Auf diese Weise müssen die zuständigen Dienste die Daten nur einmal bei den betreffenden Akteuren erheben.
Art. 4. Artikel 4 omschrijft de categorieën van persoonsgegevens. Deze categorieën betreffen identificatie- en contactgegevens van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg, de relevante hoedanigheden van deze actoren, de relevante relaties tussen deze actoren, de relevante kenmerken van die relaties, de erkende of geconventioneerde activiteiten van die organisaties, de relevante kenmerken van die activiteiten, de beroepserkenningen en de erkende specialismen van die gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en de relevante kenmerken van die erkenningen en specialismen, komende uit diverse gegevensbanken die door de verwerkingsverantwoordelijken zelf worden beheerd, onder meer:	Art. 4. L'article 4 décrit les catégories de données à caractère personnel. Ces catégories concernent les données d'identification et de contact des professionnels de soins de santé, des professionnels de soins et des organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins, les qualifications pertinentes de ces acteurs, les relations pertinentes entre ces acteurs, les caractéristiques pertinentes de ces relations, les activités agréées ou conventionnées de ces organisations, les caractéristiques pertinentes de ces activités, les reconnaissances professionnelles et spécialités reconnues de ces professionnels de soins de santé et professionnels de soins et les caractéristiques pertinentes de ces reconnaissances et spécialités, provenant de diverses banques de données qui sont gérées par les responsables du traitement mêmes, notamment:	Art. 4. In Artikel 4 werden die Kategorien personen- und organisationsbezogener Daten beschrieben. Diese Kategorien betreffen die Identifikations- und Kontaktdaten der Fachkräfte der Gesundheitspflege, der Pflegefachkräfte und der Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind, die relevanten Qualifikationen dieser Akteure, die relevanten Beziehungen zwischen diesen Akteuren, die relevanten Eigenschaften dieser Beziehungen, die anerkannten oder konventionierten Tätigkeiten dieser Organisationen, die relevanten Eigenschaften dieser Tätigkeiten, die Berufsanerkennungen und anerkannten Spezialisierungen dieser Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte und die relevanten Eigenschaften dieser Anerkennungen und Spezialisierungen, die aus verschiedenen Datenbanken stammen, die von den Verantwortlichen für die Datenverarbeitung selbst verwaltet werden, insbesondere:
- het bestand van de gezondheidszorgbeoefenaars met het oog op terugbetaling door de ziekteverzekering (RIZIV);	- le fichier des professionnels de soins de santé en vue du remboursement par l'assurance maladie (INAMI) ;	- die Daten der anerkannten Fachkräfte der Gesundheitspflege im Hinblick auf die Kostenerstattungen durch die Krankenversicherung (LIKIV);
- het kadaster van de gezondheidszorg-beroepen zoals bepaald in de wet van 29 januari 2003 houdende oprichting van de federale databank van de	- le cadastre des professions de santé tel que défini par la loi du 29 janvier 2003 portant création de la banque de données fédérale	- das Kataster der Gesundheitspflegeberufe gemäß dem Gesetz vom 29. Januar 2003 zur Errichtung der föderalen Datenbank der Fachkräfte der

beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen (FOD Volksgezondheid);	des professionnels de soins de santé (SPF Santé publique) ;	Gesundheitspflege (FÖD Volksgesundheit),
- gegevens met betrekking tot de erkenning van de verschillende openbare instellingen (ziekenhuizen, rusthuizen, thuisverzorging, huisartsenkringen...) die door de gefedereerde entiteiten („Departement Zorg”, AVIQ, GGC) worden meegedeeld;	- des données relatives à l’agrément de différentes institutions publiques (hôpitaux, maisons de repos, soins à domicile, cercles de médecins généralistes, ...) communiquées par les entités fédérées (« Departement Zorg », AVIQ, COCOM);	- Daten über die Anerkennung verschiedener öffentlicher Einrichtungen (Krankenhäuser, Wohn- und Pflegezentren für Senioren, Hausärztekreise, ...), die von den föderierten Teilgebieten übermittelt werden („Departement Zorg“, AVIQ, COCOM);
- gegevens met betrekking tot de registratie van de apotheken en apothekers-titularissen (FAGG).	- des données relatives à l’enregistrement des officines et les pharmaciens titulaires (AFMPS).	- Daten über die Registrierung von Apotheken und leitenden Apothekern (FAAGP).
Het is onmogelijk exhaustieve opsommingen van deze categorieën van persoonsgegevens (met opgave van de authentieke bron van waaruit deze worden geëxtraheerd) te definiëren. Het is de bedoeling dat de CoBRHA+ gegevensbank longitudinaal kan worden gebruikt voor het beheren van relevante categorieën van gegevens over de actoren in de zorg. De zorgmodellen evolueren permanent in functie van de maatschappelijke noden en de wetenschappelijke inzichten. Daarom wordt er bewust gekozen voor de aangeduide categorieën en niet voor de (exhaustieve) opsommingen die al snel achterhaald riskeren te worden.	Il est impossible de définir des énumérations exhaustives de ces catégories de données à caractère personnel (avec indication de leur source authentique d’extraction). L’objectif est que la banque de données CoBRHA+ puisse être utilisée de manière longitudinale pour la gestion de catégories de données pertinentes relatives aux acteurs de soins. Les modèles de soins évoluent continuellement en fonction des besoins sociaux et des connaissances scientifiques. C’est la raison pour laquelle un choix est fait d'utiliser des catégories répertoriées plutôt que des énumérations (exhaustives) qui risquent de devenir rapidement obsolètes.	Es ist unmöglich, umfassende Listen dieser Kategorien personenbezogener Daten (mit Angabe ihrer authentischen Quelle) zu erstellen. Ziel ist es, dass die CoBRHA+-Datenbank langfristig für die Verwaltung relevanter Datenkategorien zu Gesundheitsakteuren genutzt werden kann. Pflegemodelle entwickeln sich ständig weiter, basierend auf gesellschaftlichen Bedürfnissen und wissenschaftlichen Erkenntnissen. Deshalb wird bewusst auf die angegebenen Kategorien zurückgegriffen und nicht auf die (umfassenden) Aufzählungen, die Gefahr laufen, schnell zu veralten.
Een hoedanigheid is een businessconcept dat gebruikt wordt om een bevoegdheid verbonden aan een doelgroep te definiëren. Bijvoorbeeld: een apotheek en een rusthuis worden beide geïdentificeerd op basis van een RIZIV-nummer, maar hebben niet dezelfde toegangen	Une qualification se définit comme un concept métier utilisé pour définir une capacité associée à un groupe-cible. Par exemple : une pharmacie et une maison de repos sont tous deux identifiés par un numéro INAMI, mais n’ont pas les mêmes accès en termes d’application. La qualification	Eine Qualifikation ist ein Konzept, das eine einer Zielgruppe zugeordnete Fähigkeit definiert. Beispiel: Eine Apotheke und ein Pflegeheim werden beide durch eine INAMI-Nummer identifiziert, haben aber auf Anwendungsebene nicht den

<p>op het gebied van de toepassingen. De hoedanigheid bepaalt de toegangsmogelijkheden. Een relatie in CoBRHA+ omvat daarnaast de volgende informatie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de benaming van de relatie; - de bedoelde entiteiten; - de betekenis van deze relatie; i.e. de rollen van de verschillende entiteiten op basis van deze relatie; (bijvoorbeeld zoals hoger vermeld het deel uitmaken van een groepspraktijk waartoe ook de GMD-houder van een patiënt behoort). 	<p>détermine les possibilités d'accès. Une relation dans CoBRHA+ comprend, en outre, les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination de la relation; - les entités visées; - la signification de cette relation ; i.e. les rôles que jouent les différentes entités sur base de cette relation; <p>(Par exemple comme cité ci-dessus, le fait de faire partie d'une pratique de groupe à laquelle appartient aussi le détenteur du DMG d'un patient).</p>	<p>gleichen Zugriff. Die Qualifikation bestimmt die Zugangsmöglichkeiten. Eine Beziehung in CoBRHA+ umfasst zusätzlich die folgenden Informationen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Name der Beziehung; - die genannten Einrichtungen; - die Bedeutung dieser Beziehung; d. h. die Rollen, der verschiedenen Einheiten auf der Grundlage dieser Beziehung; (Zum Beispiel, wie oben erwähnt, die Zugehörigkeit zu einer Gemeinschaftspraxis, zu der auch der Inhaber der AMA eines Patienten gehört).
<p>Ten slotte betreft een kenmerk een generieke term die alle attributen van een persoon of instelling in CoBRHA aanduidt, op basis waarvan een toegangsregel kan worden vastgesteld (bijvoorbeeld: datum van erkenning van een rusthuis, specialisatie van een arts, ...).</p>	<p>Enfin, une caractéristique constitue un terme générique désignant tous les attributs d'une personne ou d'une institution présente dans CoBRHA permettant d'établir une règle d'accès (par exemple: date d'agrément d'une maison de repos, spécialisation d'un médecin, ...).</p>	<p>Schließlich stellt eine Eigenschaft einen allgemeinen Begriff dar, der alle in CoBRHA vorhandenen Attribute einer Person oder Institution bezeichnet auf dessen Grundlage eine Zugangsregel ermöglicht wird (z. B. Datum der Genehmigung eines Pflegeheims, Spezialisierung eines Arztes usw.).</p>
<p>Alle gegevens behoren tot het type "open data", behalve het INSZ (identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid), de intrekking van visa (gezondheidszorgberoepen KB'78) en de hoofdverblijfplaats (Rijksregister). Bepaalde gegevens worden gepubliceerd op de website van de verwerkingsverantwoordelijken.</p>	<p>Toutes les données sont du type « open data », à l'exception du NISS (numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale), du retrait de visa (professions de soins de santé AR '78) et du lieu de résidence principale (Registre national). Certaines données sont publiées sur le site internet des responsables de traitement.</p>	<p>Alle Daten sind vom Typ „open data“, mit Ausnahme der NISS (Erkennungsnummer gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit) und des Visumsentzugs (Gesundheitsberufe). KE '78) und Ort des Hauptwohnsitzes (Nationalregister). Einige Daten werden auf der Website der Verantwortlichen veröffentlicht.</p>

De gegevensbank bevat geen gezondheidsgegevens of persoonsgegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten. Zo wordt de informatie inzake visum en de intrekking of schorsing daarvan enkel gebruikt in het kader van het toegangsbeheer en wordt de achterliggende reden ervan niet geregistreerd.	La banque de données ne contient pas de données relatives à la santé ou de données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux actes délictueux. Ainsi, les informations relatives au visa et à son retrait ou sa suspension ne sont utilisées que dans le cadre de la gestion des accès et sa raison sous-jacente n'est pas enregistrée.	Die Datenbank enthält weder Gesundheitsdaten noch personenbezogene Daten über strafrechtliche Verurteilungen und Straftaten. Daher werden Informationen im Zusammenhang mit dem Visum und seinem Entzug oder seiner Aussetzung nur im Rahmen der Zugangsverwaltung verwendet und der Grund wird nicht erfasst.
Art. 5. Artikel 5 regelt de bewaringstermijn van de persoonsgegevens.	Art. 5. L'article 5 détermine le délai de conservation des données à caractère personnel.	Art. 5. In Artikel 5 wird die Aufbewahrungsfrist für personenbezogene Daten geregelt.
Rekening houdend met de termijn van twintig jaar vermeld in artikel 2262bis, § 1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, is het raadzaam om te bepalen dat de gegevens van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars twintig jaar na het overlijden worden bijgehouden (zoals aanbevolen in advies 66.443/1/V van de Raad van State van 29 augustus 2019).	Compte tenu du délai de vingt ans mentionné à l'article 2262bis, § 1 ^{er} , alinéa 3, du Code civil, il est opportun de préciser que les données des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins seront conservées pendant vingt ans à compter du décès (comme recommandé dans l'avis 66.443/1/V du Conseil d'Etat du 29 août 2019).	Angesichts der in Artikel 2262bis § 1 Absatz 3 des Bürgerlichen Gesetzbuchs genannten Frist von zwanzig Jahren ist es ratsam, festzulegen, dass die Daten von Fachkräften der Gesundheitspflege und Pflegefachkräften ab dem Tod zwanzig Jahre lang aufbewahrt werden (wie in der Stellungnahme 66.443 empfohlen). /1/V des Staatsrates vom 29. August 2019).
Art. 6. §1. Artikel 6 wijst de verwerkingsverantwoordelijken aan bij de federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, ieder voor hun bevoegdheid.	Art. 6. §1 ^{er} . L'article 6 désigne les responsables du traitement auprès de l'autorité fédérale et des entités fédérées compétentes ou des agences désignées par les autorités fédérées compétentes, chacun dans leur domaine de compétence.	Art. 6. § 1. In Artikel 6 werden die Verantwortlichen für die Datenverarbeitung bei der föderalen Behörde und den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen, jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich, bestimmt.
§2. Zij maken de nodige afspraken met betrekking tot hun verantwoordelijkheden en stellen daarbij één enkel contactpunt binnen elke gefedereerde entiteit en binnen de federale overheid ter beschikking van de betrokkenen	§2. Ils prennent les dispositions nécessaires au regard de leurs responsabilités et ils mettent à la disposition des intéressés un point de contact unique au sein de chaque entité fédérée et de l'autorité fédérale en vue de	§ 2. Sie treffen die erforderlichen Vorkehrungen im Hinblick auf ihre Verantwortlichkeiten und stellen den Interessierten eine zentrale Kontaktstelle bei jedem föderierten Teilgebiet und der föderalen Behörde zur

voor de uitoefening van hun rechten. Dit is noodzakelijk omwille van de taalproblematiek en de nabijheid van de burger en de noodzaak voor het ontwikkelen van een lokaal beleid.	l'exercice de leurs droits. Ceci est nécessaire en raison de la problématique linguistique et de la proximité du citoyen et de la nécessité de développer une politique locale	Verfügung, damit sie ihre Rechte wahrnehmen können. Dies ist aufgrund des sprachlichen Problems und der Bürgernähe sowie der Notwendigkeit, eine lokale Politik zu entwickeln, notwendig.
§3. Met het oog op een transparante verwerking publiceert het eHealth-platform op het eGezondheidspitaal een precieze functionele beschrijving met betrekking tot de informatieverwerking bij het beheer van de gemeenschappelijke gegevensbank.	§ 3. En vue d'un traitement transparent, la plate-forme eHealth publie sur le portail de l'eSanté, une description fonctionnelle précise du traitement des informations dans le cadre de la gestion de la banque de données commune.	§ 3. Im Hinblick auf eine transparente Verarbeitung veröffentlicht die eHealth-Plattform auf dem eGesundheitsportal eine genaue funktionale Beschreibung der Datenverarbeitung im Rahmen der Verwaltung der gemeinsamen Datenbank.
Art. 7. Artikel 7 regelt de beslechting van geschillen tussen de partijen door een samenwerkingsgerecht.	Art. 7. L'article 7 régit le règlement des litiges entre les parties par une juridiction de coopération.	Art. 7. In Artikel 7 wird die Beilegung von Streitigkeiten zwischen den Parteien durch ein Kooperationsgericht geregelt.
Art. 8. Artikel 8 draagt de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid op om toezicht te houden op de uitvoering en naleving van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord en om aanpassingen voor te stellen.	Art. 8. L'article 8 charge la Conférence interministérielle Santé publique de la mission de surveiller la mise en œuvre et le respect des dispositions de cet accord de coopération et de proposer des adaptations.	Art. 8. In Artikel 8 wird die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit beauftragt, die Umsetzung und Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zu überwachen und Anpassungen vorzuschlagen.
Art. 9. Artikel 9 regelt de uitwerking in de tijd van het samenwerkingsakkoord en voorziet in de mogelijkheid van de herziening of de opheffing ervan.	Art. 9. L'article 9 régit les effets dans le temps de l'accord de coopération et prévoit la possibilité de le réviser ou révoquer.	Art. 9. In Artikel 9 wird der zeitliche Geltungsbereich des Zusammenarbeitsabkommens festgelegt und seine Änderung oder Beendigung geregelt.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+	Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+	Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit CoBRHA+
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 6bis, §1, §2, 1° en 2° en 92bis;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 5, §1 ^{er} , I, 6bis, §1 ^{er} , § 2, 1° et 2° et 92bis;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der Artikel 5 § 1, I, 6bis § 1, § 2 Nr. 1 und 2 und 92bis;
Gelet op het advies nr. 40/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 9 februari 2023;	Vu l'avis n° 40/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;	Aufgrund der Stellungnahme Nr. 40/2023 der Datenschutzbehörde vom 9. Februar 2023;
Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg gegeven op 20 december 2022);	Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et de la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone, donné le 20 décembre 2022);	Aufgrund der Stellungnahme des französischsprachigen Konzertierungsorgans und des französischsprachigen ministeriellen Konzertierungsausschusses (Stellungnahme vom 20. Dezember 2022);
Gelet op advies XYZ van de Raad van State, gegeven op DD MM YYYY	Vu l'avis XYZ du Conseil d'Etat, donné le DD MM YYYY	Aufgrund des Gutachtens Nr. XYZ des Staatsrates vom DD MM YYYY;
Overwegende de respectievelijke bevoegdheden waarover de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten op het vlak van het gezondheidsbeleid en de bijstand aan personen beschikken;	Considérant les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les entités fédérées sur le plan de la politique de santé et de l'aide aux personnes;	In Erwägung der jeweiligen Zuständigkeiten des Föderalstaates und der föderierten Teilgebiete im Bereich der Gesundheitspolitik und des Personenbeistands;
Overwegende de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het	Considérant la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme	In Erwägung des Gesetzes vom 21. August 2008 zur Einrichtung

eHealth platform en diverse bepalingen;	eHealth et portant diverses dispositions;	und Organisation der eHealth-Plattform;
Overwegende het Protocolakkoord dat is ondertekend op 29 april 2013 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met het oog op het optimaal elektronisch uitwisselen en delen van informatie en gegevens tussen de actoren bevoegd inzake de gezondheids- en welzijnssector en de bijstand aan personen;	Considérant le Protocole d'accord signé le 29 avril 2013 entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Communauté Française, la Communauté Germanophone, la Commission Communautaire Commune, la Région Wallonne et la Commission Communautaire Française en vue d'un échange et partage électronique d'informations et de données optimal entre les acteurs du secteur de la santé et du bien-être et de l'aide aux personnes;	In Erwägung des am 29. April 2013 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls im Hinblick auf einen optimalen elektronischen Informations- und Datenaustausch zwischen den Akteuren des Gesundheits- und Sozialsektors und des Personenbeistands;
Overwegende het Protocolakkoord dat is ondertekend op 19 oktober 2015 tussen de federale overheid de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie: Actualisering van het Actieplan eGezondheid, Actieplan 2015-2018 (V2.0);	Considérant le Protocole d'accord signé le 19 octobre 2015 entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Communauté Française, la Communauté Germanophone, la Commission Communautaire Commune, la Région Wallonne et la Commission Communautaire Française: Actualisation du plan d'actions e-Santé, Plan d'actions 2015-2018 (V2.0);	In Erwägung des am 19. Oktober 2015 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls: Aktualisierung des Aktionsplans eGesundheit, Aktionsplan 2015-2018 (V2.0);
Overwegende het Protocolakkoord dat is ondertekend op 21 maart 2016 tussen de federale regering en de in artikel 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden inzake CoBRHA+;	Considérant le Protocole d'accord signé le 21 mars 2016 entre le gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution concernant CoBRHA+ ;	In Erwägung des am 21. März 2016 zwischen der Föderalregierung und den in den Artikeln 128, 130, 135 und 138 der Verfassung erwähnten Behörden unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls über CoBRHA+;
Overwegende het Protocolakkoord dat is	Considérant le Protocole d'accord signé le 28 janvier 2019	In Erwägung des am 28. Januar 2019 zwischen dem

ondertekend op 28 januari 2019 tussen de federale overheid de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie: Actieplan eGezondheid 2019-2021;	entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Communauté Française, la Communauté Germanophone, la Commission Communautaire Commune, la Région Wallonne et la Commission Communautaire Française: Plan d'actions 2019-2021;	Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls: Aktionsplan 2019-2021;
Overwegende de Gemeenschappelijke Verklaring van 30 maart 2015 inzake de uitvoering van actiepunt 17 van het actieplan eGezondheid 2013-2018 met betrekking tot de creatie van een uniek digitaal loket en de verdere ontwikkeling van de gegevensbank "CoBRHA" voor gezondheidsinstellingen en gezondheidszorgberoepen;	Considérant la déclaration conjointe du 30 mars 2015 relative à la mise en œuvre du point d'action 17 du plan d'action e-Santé 2013-2018 en ce qui concerne la création d'un guichet digital unique et la suite du développement d'une banque de données « CoBRHA » pour les établissements de soins et les professions de soins de santé;	In Erwägung der gemeinsamen Erklärung vom 30. März 2015 zur Umsetzung von Aktionspunkt 17 des Aktionsplans eGesundheit 2013-2018 in Bezug auf die Schaffung eines einzigen digitalen Schalters und die Weiterentwicklung einer Datenbank "CoBRHA" für Gesundheits- und Pflegeeinrichtungen und Gesundheitspflegeberufe;
Overwegende dat in het kader van de zesde Staatshervorming nieuwe bevoegdheden op het vlak van gezondheid naar de deelstaten werden overgedragen;	Considérant que la sixième réforme de l'Etat a transféré de nouvelles compétences en matière de santé vers les entités fédérées;	In der Erwägung, dass den föderierten Teilgebieten mit der sechsten Staatsreform neue Zuständigkeiten im Gesundheitsbereich übertragen wurden;
Overwegende dat bepaalde materies betreffende het gezondheidsbeleid onder de bevoegdheid van de federale overheid zijn blijven ressorteren;	Considérant que certaines matières relatives à la politique de la santé continuent à relever de la compétence de l'Etat fédéral;	In der Erwägung, dass bestimmte gesundheitspolitische Angelegenheiten weiterhin in die Zuständigkeit des Föderalstaates fallen;
Overwegende dat, om hun bevoegdheden uit te oefenen, de verschillende bevoegdheidsniveaus gegevens voor de realisatie van hun respectieve opdrachten moeten kunnen delen;	Considérant que pour assumer leurs compétences, les différents niveaux de pouvoir doivent partager des données qui alimentent leurs processus respectifs;	In der Erwägung, dass die verschiedenen Befugnisebenen zur Wahrnehmung ihrer Zuständigkeiten Daten austauschen müssen, die in ihre jeweiligen Prozesse einfließen;
Overwegende dat in de Europese en nationale wetgeving de administraties wordt opgelegd	Considérant que la législation européenne et nationale impose à l'administration de ne demander	In der Erwägung, dass die Verwaltung aufgrund der europäischen und nationalen

om de gegevens aan hun gebruikers (burgers en ondernemingen) slechts éénmalig op te vragen, wat is gebaseerd op het “only once”-principe;	les données qu’une seule fois à ses usagers (citoyens et entreprises), qui est basé sur le principe du « only once »;	Rechtsvorschriften Daten nur einmalig bei ihren Pflegeempfänger (Bürgern und Unternehmen) erheben darf, was auf dem "Only-once"-Prinzip beruht;
Overwegende dat de wil van de federale en gefedereerde overheden erin bestaat een eHealth beheer te organiseren waarbij de gebruiker een centrale plaats heeft en gebruiksvriendelijke programma’s ter beschikking heeft;	Considérant que la volonté des autorités fédérale et fédérées est d’organiser une gestion eHealth où l’usager occupe une place centrale et a à sa disposition des applications « user friendly »;	In der Erwägung, dass es der Wille der föderalen Behörde und der Behörden der föderierten Teilgebiete ist, eine eHealth-Verwaltung zu organisieren, bei dem der Pflegeempfänger einen zentralen Platz einnimmt und benutzerfreundliche Anwendungen zur Verfügung hat;
Overwegende dat zowel de Federale overheid als de gefedereerde entiteiten het delen van beveiligde elektronische informatie tussen alle actoren wil bevorderen, met inachtneming van de persoonlijke levenssfeer en het beroepsgeheim;	Considérant que tant l’Etat fédéral que les entités fédérées souhaitent promouvoir un partage d’information électronique sécurisé entre tous les acteurs, dans le respect de la protection de la vie privée et du secret professionnel;	In der Erwägung, dass sowohl der Föderalstaat als auch die föderierten Teilgebiete einen gesicherten elektronischen Informationsaustausch zwischen allen Akteuren unter Wahrung des Schutzes des Privatlebens und der Schweigepflicht fördern möchten;
is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten	il est nécessaire de conclure un accord de coopération,	ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen
TUSSEN	ENTRE	ZWISCHEN
De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;	L’Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne d’Alexander De Croo, Premier ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;	Dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, und Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit;
De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van	La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon, Ministre-président du Gouvernement flamand et ministre flamand des Affaires	Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für

Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Hilde Crevits, Viceminister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid, en Gezin;	étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire, et Hilde Crevits, Vice-ministre présidente du Gouvernement flamand et ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille ;	Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management, und Hilde Crevits, Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung und Flämische Ministerin für Wohlstand, Volksgesundheit und Familie;
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-president en minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel, en Bénédicte Linard, Vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten;	La Communauté française, représentée par son gouvernement en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-président et ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, et Bénédicte Linard, Vice-présidente et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes et Valérie Glatigny;	Der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident und Minister für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel, und Bénédicte Linard, Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kindeswohl, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, und Valérie Glatigny;
Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-president van de Waalse Regering en Christie Morreale, Viceminister-president van de Waalse Regering en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;	La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-président du Gouvernement wallon et Christie Morreale, Vice-présidente du Gouvernement wallon et ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes;	Der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vize-Ministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Frauenrechte;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-president en minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Viceminister-	La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-président et ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-	Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für Lokale Behörden und Finanzen, und Antonios Antoniadis, Vize-

president en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	ministre-président et ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement;	Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;
De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et l'Action sociale dans leurs attributions;	Der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van den Brandt, für Gesundheit und Soziale Maßnahmen zuständige Mitglieder;
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-president belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron, minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid.;	La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé et Alain Maron, ministre chargé de l'action sociale et de la santé;	Der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in der Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit;
Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:	Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :	Artikel 1. Im Sinne dieser Zusammenarbeitsabkommen bedeuten die folgenden Begriffe:
1° actoren in de zorg: gezondheidszorgbeoefenaars, zorgbeoefenaars of organisaties in de gezondheid of de zorg;	1° acteurs de soins: professionnels de soins de santé, professionnels de soins ou organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins;	1. Akteure der Gesundheitsversorgung: Fachkräfte der Gesundheitspflege, Pflegefachkräfte oder Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind;
2° gezondheidszorgbeoefenaar: elke beroepsbeoefenaar bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;	2° professionnel de soins de santé: tout professionnel visé par la loi coordonnée du 10 mai 2015 relatif à l'exercice des professions de soins de santé ;	2. Fachkräfte der Gesundheitspflege: alle Berufstätigen, die unter das koordinierte Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Ausübung von Gesundheitspflegeberufen fallen.
3° zorgbeoefenaar: elke beroepsbeoefenaar, andere dan een gezondheidszorgbeoefenaar,	3° professionnel de soins: tout professionnel autre qu'un professionnel de soins de santé et	3. Pflegefachkräfte: alle Fachkräfte mit Ausnahme der

en elke mantelzorger, of bekwame helper die zorg aan personen verstrekt;	tout aidant proche, ou aidant qualifié qui fournit des soins à des personnes;	Fachkräfte der Gesundheitspflege, und alle nahestehenden Hilfspersonen oder befähigten Hilfspersonen, die Personen pflegen;;
4° zorggebruiker: de natuurlijke persoon aan wie de diensten of de zorg, bedoeld in 2° en 3°, worden verstrek;	4° usager de soins: la personne physique à laquelle sont dispensés les services ou soins visés sous les points 2° et 3°;	4. Pflegeempfänger: die natürliche Person, die in den Punkten 2. und 3. genannten Dienstleistungen oder Pflegeleistungen erbracht werden;
5° organisatie in de gezondheid of de zorg: een organisatie waar de diensten of de zorg, bedoeld in 2° en 3°, worden verstrekt.	5° organisation active dans le domaine de la santé ou des soins: une organisation où sont dispensés les services ou les soins visés sous les points 2° et 3°	5. Organisation, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig ist: Eine Organisation, die die unter den Punkten 2. und 3. genannten Dienstleistungen oder Pflegeleistungen erbringt.
Art. 2. Het eHealth-platform, bedoeld in de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, staat in voor de hosting van de gemeenschappelijke gegevensbank CoBRHA+ waarin, in het kader van de verwerkingsdoeleinden zoals omschreven in artikel 3, de categorieën van gegevens, zoals beschreven in artikel 4, worden verwerkt voor de duur zoals bepaald in artikel 5.	Art. 2. La plate-forme eHealth, visée dans la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, est chargée de l'hébergement de la banque de données commune CoBRHA+ dans laquelle sont traitées les catégories de données décrites à l'article 3 pour la durée prévue à l'article 4, dans le cadre des finalités de traitement définies à l'article 5.	Art. 2. Die eHealth-Plattform, erwähnt im Gesetz vom 21. August 2008 zur Einrichtung und Organisation der eHealth- Plattform, ist für das Beherbergen der gemeinsamen Datenbank CoBRHA+ zuständig, in der die in Artikel 3 beschriebenen Datenkategorien für die in Artikel 4 vorgesehene Dauer im Rahmen der in Artikel 5 festgelegten Verarbeitungszwecke verarbeitet werden.
De verwerkingsverantwoordelijken, bedoeld in artikel 6, staan in voor het goed beheer van de gegevens in deze gegevensbank.	Les responsables du traitement visés à l'article 6 sont chargés de la bonne gestion des données dans cette banque de données.	Die in Artikel 6 erwähnten Verantwortlichen für Datenverarbeitung sorgen für die ordnungsgemäße Verwaltung der Daten in dieser Datenbank.
De federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten kunnen, in onderling overleg en na beslissing van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid, de	L'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes peuvent, de commun accord et après une décision de la Conférence interministérielle Santé publique, faire héberger la banque de	Die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete können im gegenseitigen Einvernehmen und nach einem Beschluss der Interministeriellen Konferenz

gemeenschappelijke gegevensbank hosten bij een andere instelling, beheerd door een gefedereerde entiteit of door de federale overheid.	données commune auprès d'une autre institution administrée par une entité fédérée ou par l'autorité fédérale.	Volksgesundheit die gemeinsame Datenbank bei einer anderen Einrichtung, die von einem föderierten Teilgebiet oder der föderalen Behörde verwaltet wird, beherbergen lassen.
Art. 3. De verwerking van de persoonsgegevens beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:	Art. 3. Le traitement des données à caractère personnel poursuit les finalités de traitement suivantes:	Art. 3. Die Verarbeitung der personenbezogenen Daten dient folgenden Verarbeitungszwecken:
‘1° het uniek identificeren en in voorkomend geval contacteren van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg in het kader van de basisdiensten, bedoeld in 2°;	1° identifier de manière unique et, le cas échéant, contacter les professionnels de soins de santé et les professionnels de soins et les organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins dans le cadre des services de base visés au 2°;	1. die eindeutige Identifizierung und gegebenenfalls Kontaktaufnahme mit Fachkräften der Gesundheitspflege und Pflegefachkräften sowie Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind im Rahmen der in 2. genannten Grunddienste;
2° het ondersteunen van de basisdiensten die het eHealth-platform ter beschikking stelt krachtens artikel 5, 4°, van vermelde wet van 21 augustus 2008;	2° soutenir les services de base mis à la disposition par la plateforme eHealth en vertu de l'article 5, 4°, de la loi précitée du 21 août 2008;	2. Unterstützung der Basisdienste, die von der eHealth-Plattform gemäß Artikel 5, 4., des oben erwähnten Gesetzes vom 21. August 2008 bereitgestellt werden;
3° het ter beschikking stellen van de gegevens aan de federale overheidsdiensten en de federale publiekrechtelijke rechtspersonen, de instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2° van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de overheidsdiensten van de gefedereerde entiteiten en de openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid die onder de gefedereerde entiteiten ressorteren en de actoren in de zorg, hetzij voor het vervullen van de taken die hun zijn toevertrouwd, binnen de perken van de regelgeving met de	3° mettre les données à la disposition des services publics fédéraux et des personnes morales fédérales de droit public, des institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1 ^{er} , 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des services publics des entités fédérées et des institutions publiques dotées de la personnalité juridique qui relèvent des entités fédérées et des acteurs de soins, soit en vue de réaliser les missions qui leur sont confiées, dans les limites de la réglementation dont ils assurent l'application, soit en vue	3. Bereitstellung der Daten an föderale öffentliche Dienste und föderale juristische Personen des öffentlichen Rechts, in Artikel 2, Absatz 1,2., des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Einrichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Einrichtungen für soziale Sicherheit, öffentliche Dienste der föderierten Teilgebiete und öffentliche Einrichtungen mit Rechtspersönlichkeit in der Zuständigkeit der föderierten Teilgebiete und Akteure der Gesundheitsversorgung, entweder zur Erfüllung der ihnen anvertrauten Aufgaben im Rahmen der Vorschriften, deren

toepassing waarvan zij belast zijn, hetzij voor het vervullen van de taken die hun zijn opgelegd door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie, voor zover deze een unieke identificatie van de actoren in de zorg behoeven.	de remplir les missions qui leur sont imposées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, pour autant que celles-ci nécessitent une identification unique des acteurs de soins;	Anwendung sie gewährleisten, oder zur Erfüllung der Aufgaben, die ihnen durch oder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz auferlegt werden, soweit sie eine eindeutige Identifizierung der Akteure der Gesundheitsversorgung;
4° het in voorkomend geval ter beschikking stellen van de gegevens aan zorggebruikers en actoren in de zorg ter ondersteuning voor niet-commerciële doeleinden, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks;	4° le cas échéant, mettre des données à la disposition des usagers de soins et des acteurs de soins, en vue du soutien pour des finalités non commerciales, que ce soit directement ou indirectement ;	4. Gegebenenfalls Bereitstellung der Daten für Pflegeempfänger und Akteure der Gesundheitsversorgung für nichtkommerzielle Zwecke, entweder direkt oder indirekt;
5° het uitvoeren van statistische studies, in overeenstemming met artikel 89.1 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming en titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, na anonimisering, of minstens pseudonimisering, voor het geval dat anonimisering niet zou toelaten de statistische studie uit te voeren.	5° réaliser des études statistiques, conformément à l'article 89.1 du Règlement général sur la protection des données et au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, après anonymisation ou à tout le moins pseudonymisation, dans le cas où l'anonymisation ne permettrait pas de réaliser l'étude statistique.	5. Durchführung statistischer Studien gemäß Artikel 89.1 der Datenschutz-Grundverordnung und Titel 4 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten nach Anonymisierung oder zumindest Pseudonymisierung, falls die Anonymisierung die Durchführung der statistischen Untersuchung nicht ermöglichen würde.
Art. 4. In de gegevensbank worden geregistreerd	Art. 4. La banque de données enregistre	Art. 4. In der gemeinsamen Datenbank wird Folgendes registriert:
1° identificatie- en contactgegevens van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars, met inbegrip van het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de naam, de voornaam, het geslacht, de	1° l'identification et les coordonnées des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins, y compris le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, la date	1. Identifikations- und Kontaktdaten von Fachkräften der Gesundheitspflege und Pflegefachkräften, einschließlich der in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Einrichtung und Organisation einer zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnten Erkennungsnummer, des Namens, des Vornamens, des

geboortedatum, de hoofdverblijfplaats, het beroepsadres, het telefoonnummer, het digitaal contactadres, en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum, en anderzijds van organisaties actief in de gezondheid of de zorg,	de naissance, la résidence principale, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse de contact numérique et, le cas échéant, la date de décès, et, d'autre part, des organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins,	Geschlechts, des Geburtsdatums, des Hauptwohnsitzes, der Berufsadresse, der Telefonnummer, der elektronischen Kontaktadresse und gegebenenfalls des Sterbedatums, und andererseits von Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind,
2° gegevens m.b.t. de relevante hoedanigheden van deze actoren, de relevante relaties tussen deze actoren, de relevante kenmerken van die relaties, de erkende of geconventioneerde activiteiten van die organisaties, de relevante kenmerken van die activiteiten, de beroepserkenningen en de erkende specialismen van die gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en de relevante kenmerken van die erkenningen en specialismen.	2° des données relatives aux qualifications pertinentes de ces acteurs, aux relations pertinentes entre ces acteurs, aux caractéristiques pertinentes de ces relations, aux activités agrées ou conventionnées de ces organisations, aux caractéristiques pertinentes de ces activités, aux reconnaisances professionnelles et spécialités reconnues de ces professionnels de soins de santé et professionnels de soins et aux caractéristiques pertinentes de ces reconnaissances et spécialités.	2. Daten über die relevanten Qualifikationen dieser Akteure, die relevanten Beziehungen zwi- schen diesen Akteuren, die relevanten Eigenschaften dieser Beziehungen, die anerkannten oder konventionierten Tätigkeiten dieser Organisationen, die relevanten Eigenschaften dieser Tätigkeiten, die Berufsanerkennungen und anerkannten Spezialisierungen dieser Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte und die relevanten Eigenschaften dieser Anerkennungen und Spezialisierungen.
Het identificatienummer van het Rijksregister, bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars, kan worden gebruikt voor de doeleinden, bedoeld in artikel 3.	Le numéro d'identification du Registre national, visé dans la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ayant trait aux professionnels de soins de santé et aux professionnels de soins peut être utilisé pour les finalités visées à l'article 3.	Die im Gesetz vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnte Erkennungsnummer des Nationalregisters kann in Bezug auf Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte für die in Artikel 3 erwähnten Zwecke verwendet werden.
De identificatie- en contactgegevens worden, voor zover ze beschikbaar zijn, betrokken bij het Rijksregister, bedoeld in vermelde wet van 8 augustus 1983, de Kruispuntbankregisters, bedoeld in artikel 4 van vermelde wet van	Dans la mesure où elles sont disponibles, les données d'identification et de contact sont obtenues auprès du Registre national visé dans la loi du 8 août 1983 précitée, des registres Banque Carrefour visés à l'article 4 de la loi précitée du 15 janvier	Die Identifikations- und Kontaktdaten werden, sofern verfügbar, aus dem im vorerwähnten Gesetz vom 8. August 1983 erwähnten Nationalregister, den in Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Januar 1990 erwähnten

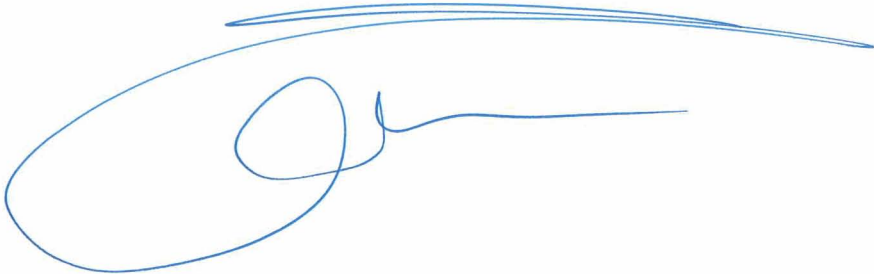
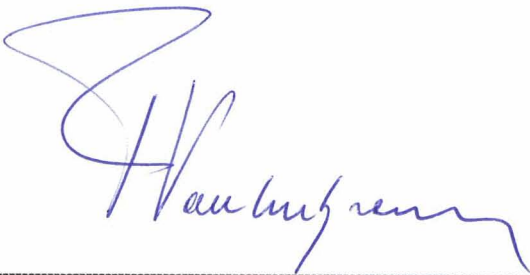
15 januari 1990 en de Kruispuntbank van Ondernemingen, bedoeld in de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen.	1990 et de la Banque Carrefour des entreprises visée dans la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions.	Registern der Zentralen Datenbank und der im Gesetz vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von zugelassenen Unternehmensschaltern und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen erwähnten Zentralen Datenbank der Unternehmen erhoben.
Art. 5. De gegevens, bedoeld in artikel 4, worden bewaard zolang dit noodzakelijk is voor de doeleinden, bedoeld in artikel 3.	Art. 5. Les données visées à l'article 4 sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour la réalisation des finalités visées à l'article 3.	Art. 5. Die in Artikel 4 erwähnten Daten werden so lange aufbewahrt, wie es für die in Artikel 3 erwähnten Zwecke erforderlich ist.
De gegevens van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars worden gewist twintig jaar na het overlijden.	Les données des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins sont supprimées après une période de vingt ans à compter de leur décès.	Daten der Fachkräfte der Gesundheitspflege und der Pflegefachkräfte werden zwanzig Jahre nach deren Tod gelöscht.
Art. 6. §1. De federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen treden, ieder voor hun bevoegdheid, op als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in dit samenwerkingsakkoord.	Art. 6. §1^{er}. L'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes agissent, chacune dans le cadre de leur compétence, en tant que responsables du traitement pour le traitement des données à caractère personnel visées dans le présent accord de coopération.	Art. 6. § 1. Die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen handeln jeweils im Rahmen ihrer Zuständigkeit als Verantwortliche für die Datenverarbeitung der im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen erwähnten personenbezogenen Daten.
Het gaat meer bepaald over de volgende entiteiten of agentschappen:	Il s'agit en particulier des entités ou des agences suivantes:	Es handelt sich insbesondere um folgende Einrichtungen oder Agenturen:
1° voor de federale overheid:	1° pour l'autorité fédérale:	1. für die föderale Behörde:
a) het eHealth-platform;	a) la plate-forme eHealth;	a) die eHealth-Plattform;
b) de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid,	b) le Service public fédéral Santé publique, Sécurité	b) der Föderale Öffentliche Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der

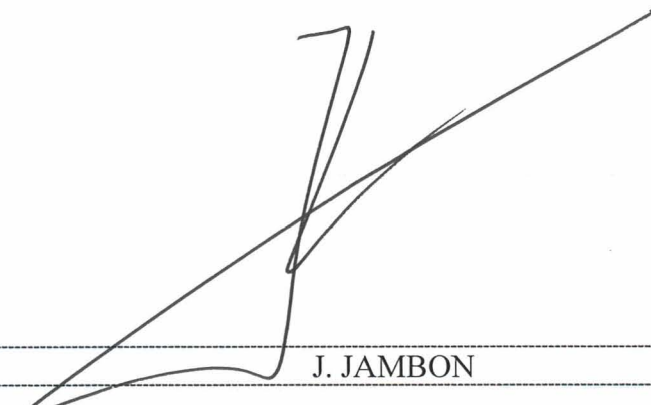
Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;	de la chaîne alimentaire et Environnement;	Nahrungsmittelkette und Umwelt;
c) het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;	c) l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité;	c) das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung;
d) het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;	d) l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé;	d) die föderale Agentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte;
2° voor de gefedereerde entiteiten:	2° pour les entités fédérées:	2. für die föderierten Teilgebiete:
a) voor de Vlaamse Gemeenschap: het Departement Zorg, het Agentschap voor Onderwijsdiensten, het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, het Agentschap Opgroeien en het Agentschap Opgroeien Regie;	a) pour la Communauté flamande: le Departement Zorg, l'Agentschap voor Onderwijsdiensten, la Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, l'Agenstchap Opgroeien et l'Agentschap Opgroeien Regie;	a) für die Flämische Gemeinschaft: das "Departement Zorg ", die "Agentschap voor Onderwijsdiensten", die "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", die "Agentschap Opgroeien" und die "Agentschap Opgroeien Regie";
b) voor het Waals Gewest: l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles;	b) pour la Région wallonne: l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles ;	b) für die Wallonische Region: die "Agence Wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles" ;
c) voor de Franse Gemeenschap: de Franse Gemeenschap en l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	c) pour la Communauté française: la Communauté française et l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	c) für die Französische Gemeinschaft: die Französische Gemeinschaft und das "Office de la Naissance et de l'Enfance";
d) voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad: de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en Iriscare;	d) pour la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale: la Commission communautaire commune et Iriscare;	d) für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission von Brüssel-Hauptstadt: die Gemeinsame Gemeinschaftskommission und Iriscare;
e) voor de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad: de Franse Gemeenschapscommissie ;	e) pour la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale: la Commission communautaire française;	e) für die Französische Gemeinschaftskommission von Brüssel-Hauptstadt: die Französische Gemeinschaftskommission;

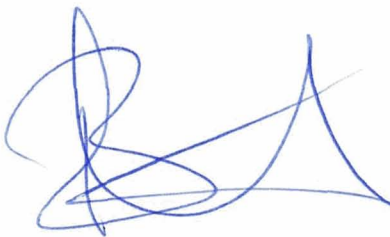
f) voor de Duitstalige Gemeenschap: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	f) pour la Communauté germanophone: le Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	f) für die Deutschsprachige Gemeinschaft: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemein- schaft.
§2. De federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten, ieder binnen diens bevoegdheidssfeer, bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe maken de federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten de nodige afspraken waarin in het algemeen de verplichtingen eigen aan de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken en in het bijzonder de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden. De gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken stellen één enkel contactpunt binnen elke gefedereerde entiteit en binnen de federale overheid ter beschikking van de betrokkenen voor de uitoefening van hun rechten.	§2. L'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes, chacune dans son domaine de compétence, définissent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, l'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes prennent les dispositions nécessaires fixant de manière générale les obligations des responsables conjoints du traitement et en particulier les rôles et les relations respectives des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées. Les responsables conjoints du traitement mettent à la disposition des intéressés un point de contact unique au sein de chaque entité fédérée et de l'autorité fédérale en vue de l'exercice de leurs droits.	§ 2. Die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete bestimmen jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich auf transparente Weise ihre jeweilige Verantwortung, insbesondere was die Ausübung der Rechte der betroffenen Personen und die Bereitstellung von Informationen betrifft. Zu diesem Zweck treffen die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete die erforderlichen Vorkehrungen, in denen im Allgemeinen die Verpflichtungen der gemeinsamen Verantwortlichen für die Datenverarbeitung und insbesondere die jeweiligen Rollen und Beziehungen der gemeinsamen Verantwortlichen für die Datenverarbeitung den betroffenen Personen gegenüber festgelegt werden. Die gemeinsamen Verantwortlichen für die Datenverarbeitung stellen den interessierten Personen im Hinblick auf die Ausübung ihrer Rechte innerhalb jedes föde- rierten Teilgebiets und der föderalen Behörde eine zentrale Anlaufstelle zur Verfügung.
§3. Het eHealth-platform publiceert op het eGezondheidsportaal een precieze functionele beschrijving met betrekking tot de informatieverwerking bij het beheer van de gemeenschappelijke gegevensbank.	§ 3. La plate-forme eHealth publie sur le portail de l'eSanté, une description fonctionnelle précise du traitement des informations dans le cadre de la gestion de la banque de données commune.	§ 3. Die eHealth-Plattform veröffentlicht auf dem eGesundheitsportal eine genaue funktionale Beschreibung der Datenverarbeitung im Rahmen der Verwaltung der gemeinsamen Datenbank.

<p>Art. 7. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.</p>	<p>Art. 7. Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.</p>	<p>Art. 7. Rechtsstreitigkeiten zwischen den Parteien des vorliegenden Abkommens in Bezug auf die Auslegung oder die Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden einem Kooperationsgericht im Sinne von Artikel 92bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt.</p>
<p>De leden van dit rechtscollege worden respectievelijk aangeduid door de Ministerraad, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Waalse regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.</p>	<p>Les membres de cette juridiction seront respectivement désignés par le Conseil des Ministres, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française.</p>	<p>Die Mitglieder dieses Gerichts werden vom Ministerrat, der Flämischen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Regierung beziehungsweise dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission bestimmt.</p>
<p>De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijk verdeeld over de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.</p>	<p>Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis à parts égales entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française.</p>	<p>Die Funktionskosten des Gerichts werden zu gleichen Teilen unter dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission aufgeteilt.</p>
<p>Art. 8. §1. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid houdt toezicht op de uitvoering en naleving van dit samenwerkingsakkoord en legt, indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor. Eveneens oefent de Interministeriële conferentie Volksgezondheid een</p>	<p>Art. 8. §1^{er}. La Conférence interministérielle Santé publique surveille la mise en œuvre et le respect du présent accord de coopération et, le cas échéant, soumet des propositions d'adaptation. La Conférence interministérielle Santé publique exerce également une fonction de</p>	<p>Art. 8. § 1. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit überwacht die Umsetzung und die Einhaltung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und legt gegebenenfalls Anpassungsvorschläge vor. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit nimmt im</p>

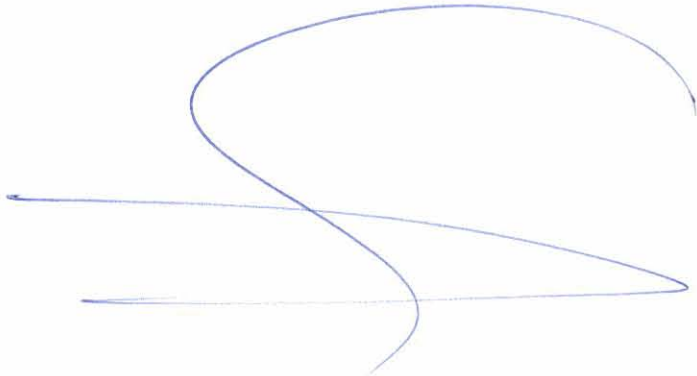
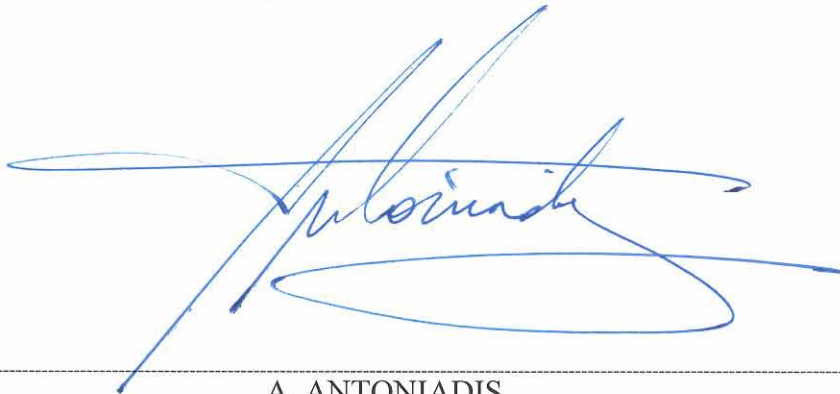
bemiddelingsfunctie uit in het kader van dit samenwerkingsakkoord alvorens geschillen worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht zoals bepaald in artikel 7.	médiation dans le cadre du présent accord de coopération avant que les litiges ne soient soumis à un tribunal de coopération, comme le stipule l'article 7.	Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ebenfalls eine Vermittlerrolle wahr, bevor Streitfälle einem Kooperationsgericht wie in Artikel 7 bestimmt vorgelegt werden.
§2. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid komt bijeen zodra een partij bij de samenwerkingsovereenkomst daarom verzoekt.	§2. La Conférence interministérielle Santé publique se réunit dès qu'une partie à l'accord de coopération en fait la demande.	§ 2. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheits tritt zusammen, sobald eine Partei des Zusammenarbeitsabkommens dies beantragt.
Art. 9. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking tot de herziening of de herroeping ervan nadat de Centrale Secretarie van het Overlegcomité het schriftelijk akkoord heeft ontvangen van alle partijen om een einde te stellen aan het samenwerkingsakkoord en na de bekendmaking van een bericht in het Belgisch Staatsblad met de bevestiging van dit schriftelijk akkoord.	Art. 9. Le présent accord de coopération produit ses effets jusqu'à sa révision ou sa révocation qui intervient le jour où le Secrétariat central du Comité de concertation a reçu l'accord écrit de toutes les parties pour mettre fin à l'accord de coopération et après la publication d'une communication confirmant cet accord écrit au Moniteur belge.	Art. 9. Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen ist wirksam, bis es an dem Tag abgeändert oder widerrufen wird, an dem das zentrale Sekretariat des Konzertierungsausschusses die schriftliche Zustimmung aller Parteien zur Beendigung des Zusammenarbeitsabkommens erhalten hat und nachdem eine Mitteilung, in der diese schriftliche Zustimmung bestätigt wird, im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht worden ist.
Gedaan te Brussel, op 14 juli 2023	Fait à Bruxelles, le 14 juillet 2023	Brüssel, den 14. Juli 2023
in één origineel exemplaar.	en un exemplaire original.	in einer Originalausfertigung.

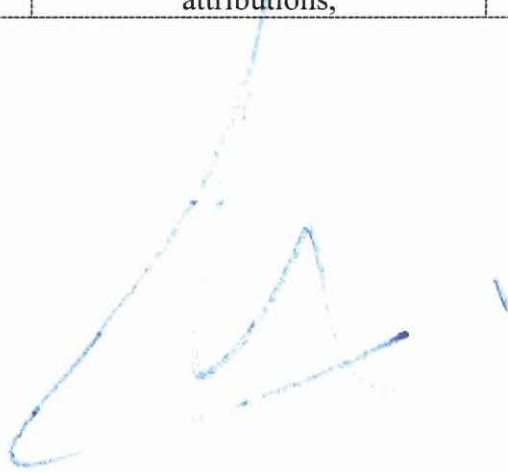
De Eerste minister,	Le Premier ministre,	Der Premierminister,
		
A. DE CROO		
De Vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid	Le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,	Der Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit,
		
F. VANDENBROUCKE		

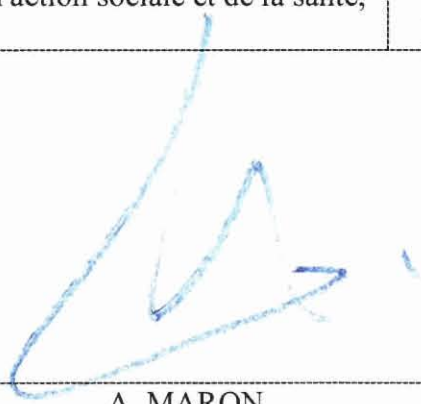
De Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management,	Le Ministre-président du Gouvernement flamand et ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,	Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämische Minister für auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management,
		
J. JAMBON		
De Viceminister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,	La Vice-première ministre du Gouvernement flamand et ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,	Die Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung und Flämische Ministerin für Wohlstand, Volksgesundheit und Familie,
		
H. CREVITS		

De Minister-president van de Franse Gemeenschap en minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel van de Franse Gemeenschap,	Le Ministre-président de la Communauté française et ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles de la Communauté française,	Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft und Minister der Französischen Gemeinschaft für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel,
		
P-Y. JEHOLET		
De Vicepresident van de Franse Gemeenschap en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,	La Vice-présidente de la Communauté française et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,	Die Vizepräsidentin der Französischen Gemeinschaft und Ministerin für Kindeswohl, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte,
		
B. LINARD		

De Minister-president van de Waalse Regering,	Le Ministre-président du Gouvernement wallon,	Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung,
		
E. DI RUPO		
De Viceminister-president en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Waalse Regering,	La Vice-présidente et ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,	Die Vize-Ministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Frauenrechte,
		
C. MORREALE		

De Minister-president en minister van Lokale Besturen en Financiën van de Duitstalige Gemeenschap,	Le Ministre-président et ministre des Pouvoirs locaux et des Finances de la Communauté germanophone,	Der Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Minister für lokale Behörden und Finanzen,
		
O. PAASCH		
De Viceminister-president en minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,	Le Vice-ministre-président et ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement de la Communauté germanophone,	Der Vize-Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen,
		
A. ANTONIADIS		

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,	Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,	Der Präsident des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission,
		
R. VERVOORT		
Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn	Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions,	Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und Soziale Maßnahmen,
		
A. MARON		

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn	Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions,	Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und Soziale Maßnahmen,
		
E. VAN DEN BRANDT		
De Minister-president van de Franse Gemeenschapscommissie belast met de promotie van de gezondheid,	La Ministre-Présidente de la Commission communautaire française chargée de la promotion de la santé,	Die Ministerpräsidentin der Französischen Gemeinschaftskommission, beauftragt mit der Gesundheitsförderung,
		
B. TRACHTE		
De minister, lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid,	Le ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de l'action sociale et de la santé,	Der Minister, Mitglied des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit;
		
A. MARON		

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Exposé des motifs

L'accord de coopération auquel il est assenti, vise à fournir un fondement juridique supplémentaire à la banque de données CoBRHA.

L'adoption d'un accord de coopération est indispensable puisque CoBRHA contient des données relatives à des institutions, notamment des hôpitaux et des maisons de repos, qui relèvent de la compétence des entités fédérées. Tant l'Etat fédéral que les entités fédérées souhaitent promouvoir un partage d'information électronique sécurisé entre tous les acteurs, dans le respect de la protection de la vie privée et du secret professionnel médical.

L'accord comporte plusieurs dispositions concernant l'hébergement et la gestion de la banque de données, les finalités du traitement, les catégories de données à caractère personnel, le délai de conservation et les responsables du traitement.

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

Commentaires des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment l'accord de coopération du XXX entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

<p>[14 juli 2023] Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+</p>	<p>[14 juillet 2023] Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+</p>	<p>[14. Juli 2023] Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit CoBRHA+</p>
<p>ALGEMENE TOELICHTING</p>	<p>COMMENTAIRE GÉNÉRAL</p>	<p>ALLGEMEINER KOMMENTAR</p>
<p>De gegevensbank CoBRHA+ (Common Base Register For Healthcare Actor) is een gegevensbank met gegevens m.b.t. de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg. Het betreft een geconsolideerde authentieke bron die een antwoord biedt op 3 vragen over een actor in de zorg:</p>	<p>La banque de données CoBRHA+ (Common Base Register For Healthcare Actor) est une banque de données contenant des données relatives aux professionnels de soins de santé et aux professionnels de soins ainsi qu'aux organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins. Il s'agit d'une source authentique consolidée qui permet de répondre à 3 questions concernant un acteur de soins:</p>	<p>Die Datenbank CoBRHA+ (Common Base Register For Healthcare Actor) ist eine Datenbank mit Daten über Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte sowie Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind. Es handelt sich um eine konsolidierte authentische Quelle, mit der sich drei Fragen zu einem Akteur im Gesundheitswesen beantworten lassen:</p>
<p>1° wie is deze actor? Deze actor kan een gezondheidszorgbeoefenaar (arts, verpleegkundige, ...), zorgbeoefenaar (zoals een hulpverlener, een natuurlijke persoon die op beroepsmatige basis zorg verstrekt, met uitzondering van een gezondheidszorgbeoefenaar) of een organisatie in de gezondheid of de zorg (ziekenhuis, rusthuis, ...) zijn;</p>	<p>1° qui est cet acteur ? Cet acteur peut être un professionnel de soins de santé (médecin, infirmier, ...), un professionnel de soins (comme un prestataire d'aide, une personne physique qui fournit des soins sur base professionnelle, à l'exception d'un professionnel de soins de santé) ou une organisation active dans le domaine de la santé ou des soins (hôpital, maison de repos, ...);</p>	<p>1. Wer ist dieser Akteur? Dieser Akteur kann eine Fachkraft der Gesundheitspflege (Arzt, Krankenpfleger ...), eine Pflegefachkraft (eine natürliche Person, die gewerbsmäßig Hilfs- und Begleitdienstleistungen erbringt, mit Ausnahme der Fachkräfte der Gesundheitspflege) oder eine Organisation, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig (Krankenhaus, Wohn- und</p>

		Pflegezentrum für Senioren ...);
2° wat mag deze actor doen? Voor een organisatie gaat het om de erkende of geconventioneerde activiteiten van deze organisatie (bv. algemeen ziekenhuis, intensive care, SMUR/MUG, ...). Voor een gezondheidszorg- en zorgbeoefenaar gaat het om de beroepserkenningen en erkende specialisaties van deze persoon (diploma, visum, ...);	2° qu'est-ce que cet acteur est autorisé à faire ? Pour une organisation, il s'agit des activités agréées ou conventionnées de cette organisation (ex: hôpital général, soins intensifs, SMUR/MUG, ...). Pour un professionnel de soins de santé ou un professionnel de soins, il s'agit des reconnaissances professionnelles et des spécialités reconnues de cette personne (diplôme, visa, ...);	2. Was darf dieser Akteur tun? Bei einer Organisation handelt es sich um die anerkannten oder konventionierten Tätigkeiten dieser Organisation (z.B. allgemeines Krankenhaus, Intensivstation, mobiler Rettungsdienst, ...). Für eine Fachkraft der Gesundheitspflege oder eine Pflegefachkraft handelt es sich um die Berufsanerkennungen und anerkannten Spezialisierungen dieser Person (Diplom, Visa, ...).
3° wat zijn de verantwoordelijkheden? Dit komt overeen met de rollen van de actoren, eventueel ten aanzien van een andere actor. Hierbij wordt bijvoorbeeld gedacht aan een hoofdarts in een ziekenhuis, het deel uitmaken van een groepspraktijk waartoe ook de GMD-houder van een patiënt behoort (om de therapeutische relatie van de patiënt uit te breiden, in transparantie met de patiënt, tot de andere leden van de groepspraktijk) of het deel uitmaken van een groepering van verpleegkundigen waarbij onderling een mandaat wordt gegeven om bijvoorbeeld facturatiegegevens naar het RIZIV te sturen.	3° quelles sont les responsabilités ? Celles-ci correspondent aux rôles exercés par les acteurs, éventuellement vis-à-vis d'un autre acteur. Il s'agit à titre d'exemple d'un médecin en chef d'un hôpital ou du fait d'appartenir à une pratique de groupe dont fait aussi partie le détenteur du DMG d'un patient (en vue d'élargir la relation thérapeutique du patient, en transparence avec le patient, aux autres membres de la pratique de groupe) ou du fait d'appartenir à un groupement d'infirmiers, un mandat étant accordé entre eux pour envoyer par exemple les données de facturation à l'INAMI.	3. Was sind die Verantwortlichkeiten? Diese entsprechen den Rollen, die von den Akteuren ausgeübt werden, möglicherweise gegenüber einem anderen Akteur. Dabei handelt es sich beispielsweise um die Funktion eines Chefarztes eines Krankenhauses oder die Einbindung in eine Gemeinschaftspraxis, der auch die Person angehört, die die allgemeine medizinische Akte (AMA) eines Patienten führt (um die therapeutische Beziehung des Patienten in Transparenz mit dem Patienten auf die anderen Mitglieder der Gemeinschaftspraxis auszuweiten), oder die Mitgliedschaft in einem Zusammenschluss von Krankenpflegern, die einander eine Vollmacht erteilen, um beispielsweise Fakturierungsdaten an das LIKIV zu senden.
De artikelen bieden een bijkomende rechtsgrond voor deze gegevensbank.	Les articles offrent un fondement juridique supplémentaire pour cette banque de données.	Die Artikel bilden eine zusätzliche Rechtsgrundlage für diese Datenbank.

Het samenwerkingsakkoord werd voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit (advies 40/2023 van 9 februari 2023) en de “Vlaamse Toezichtcommissie” (advies 2022/116 van 13 december 2022) en voor advies aan het intra-Franstalig overlegorgaan en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg (advies van 20 december 2022).	L'accord de coopération a été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données (avis 40/2023 du 9 février 2023) et de la « Vlaamse Toezichtcommissie » (avis 2022/116 du 13 décembre 2022), à l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et de la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone (avis du 20 décembre 2022).	Das Zusammenarbeitsabkommen wurde der Datenschutzbehörde (Stellungnahme 40/2023 vom 9. Februar 2023), der „Vlaamse Toezichtcommissie“ (Stellungnahme 2022/116 vom 13. Dezember 2022) sowie dem französischsprachigen Konzertierungsorgan und dem französischsprachigen ministeriellen Konzertierungsausschuss zur Stellungnahme vorgelegt (Stellungnahme vom 20. Dezember 2022).
ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING	COMMENTAIRE DES ARTICLES	KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN
Artikel 1. Artikel 1 betreft een aantal definities.	Article 1^{er}. L'article 1 ^{er} contient plusieurs définitions.	Artikel 1. Artikel 1 enthält mehrere Definitionen.
Art. 2. Het eHealth-platform staat in voor de hosting van een gemeenschappelijke authentieke bron van de federale overheid en de gefedereerde entiteiten (CoBRHA+) met persoonsgegevens over gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg. Na beslissing van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid kan de gemeenschappelijke gegevensbank worden gehost bij een andere partij	Art. 2. La plate-forme eHealth est chargée de l'hébergement d'une source authentique commune de l'autorité fédérale et des entités fédérées (CoBRHA+) contenant des données à caractère personnel relatives aux professionnels de soins de santé, aux professionnels de soins et aux organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins. Après une décision de la Conférence interministérielle Santé publique, la banque de données commune peut être hébergée auprès d'une autre partie.	Art. 2. Die eHealth-Plattform ist mit der Beherbergung einer gemeinsamen authentischen Quelle der Föderalbehörde und der föderierten Teilgebiete (CoBRHA+) betraut, die personenbezogene Daten über Fachkräfte der Gesundheitspflege, Pflegefachkräfte und Organisation, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind, enthält. Auf Beschluss der Interministeriellen Konferenz Volksgesundheit kann die gemeinsame Datenbank bei einer anderen Partei beherbergt werden.
Het eHealth-platform huisvest op zijn infrastructuur de gegevensbanken van de onderscheiden verwerkingsverantwoordelijken op een geconsolideerde wijze. Hierbij worden de verantwoordelijkheden	La Plate-forme eHealth héberge, sur son infrastructure, de manière consolidée, les banques de données des différents responsables de traitement dont les responsabilités ont été définies. Les données sont traitées conformément à l'article	Die eHealth-Plattform beherbergt auf ihrer Infrastruktur die Datenbanken der verschiedenen Datenverantwortlichen in konsolidierter Form. Hiermit werden die Zuständigkeiten festgelegt. Die

afgebakend. De gegevens worden verwerkt in overeenstemming met artikel 6, lid 1, punt c) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.	6, alinéa premier, point c) du Règlement général sur la protection des données.	Datenverwerking erfolgt gemäß Artikel 6, Absatz 1, Punkt c) der Datenschutz-Grundverordnung.
De bevoegde verwerkingsverantwoordelijken moeten ervoor zorgen dat CoBRHA+ wordt gevoed en bijgewerkt volgens de afgesproken procedures. De beschikbaarheid, de kwaliteit en de bijwerking van de aan het eHealth-platform overgemaakte gegevens worden bepaald in overleg met de bevoegde verwerkingsverantwoordelijken.	Les responsables du traitement compétents doivent veiller à ce que CoBRHA+ soit alimentée et mise à jour selon les procédures convenues. La disponibilité, la qualité et l'actualisation des données transmises à la plateforme eHealth sont déterminées en concertation avec les responsables du traitement compétents.	Die Verantwortlichen für die Datenverarbeitung müssen sicherstellen, dass CoBRHA+ gemäß den vereinbarten Verfahren gespeist und aktualisiert wird. Die Verfügbarkeit, Qualität und Aktualisierung der an die eHealth-Plattform übermittelten Daten wird in Absprache mit den Verantwortlichen für die Datenverarbeitung festgelegt.
Art. 3. Artikel 3 omschrijft de verwerkingsdoeleinden, met name het uniek identificeren en in voorkomend geval contacteren van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg, het ondersteunen van de basisdiensten die het eHealth-platform ter beschikking stelt, het ter beschikking stellen van de gegevens aan federale overheidsdiensten en federale publiekrechtelijke rechtspersonen, instellingen van sociale zekerheid, overheidsdiensten van de gefedereerde entiteiten en openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid die onder de gefedereerde entiteiten ressorteren en actoren in de zorg, het ondersteunen van zorggebruikers en actoren in de zorg en statistische doeleinden.	Art. 3. L'article 3 décrit les finalités du traitement, à savoir l'identification unique et, le cas échéant, la prise de contact avec les professionnels de soins de santé, les professionnels de soins et les organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins, le soutien des services de base offerts par la plateforme eHealth, la mise à la disposition des données aux services publics fédéraux et aux personnes morales fédérales de droit public, aux institutions de sécurité sociale, aux services publics des entités fédérées et aux institutions publiques dotées de la personnalité juridique qui relèvent des entités fédérées et des acteurs de soins, le soutien des usagers de soins et des acteurs de soins et les finalités statistiques.	Art. 3. In Artikel 3 werden die Verarbeitungszwecke beschrieben, nämlich die eindeutige Identifizierung und gegebenenfalls die Kontaktaufnahme mit Fachkräften der Gesundheitspflege, Pflegefachkräften und Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind, die Unterstützung der von der eHealth-Plattform bereitgestellten Basisdienste, die Bereitstellung von Daten an föderale öffentliche Dienste und föderale juristische Personen des öffentlichen Rechts, Einrichtungen der sozialen Sicherheit, öffentliche Dienste der föderierten Teilgebiete und öffentliche Einrichtungen mit Rechtspersönlichkeit in der Zuständigkeit der föderierten Teilgebiete und Akteure der Gesundheitsversorgung, die Unterstützung von Pflegeempfänger und Akteuren der Gesundheitsversorgung sowie statistische Zwecke.

Op deze wijze moeten de bevoegde diensten slechts éénmalig de gegevens bij de betrokken actoren opvragen.	De cette manière, les services compétents ne doivent demander les données qu'une seule fois aux acteurs concernés.	Auf diese Weise müssen die zuständigen Dienste die Daten nur einmal bei den betreffenden Akteuren erheben.
Art. 4. Artikel 4 omschrijft de categorieën van persoonsgegevens. Deze categorieën betreffen identificatie- en contactgegevens van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg, de relevante hoedanigheden van deze actoren, de relevante relaties tussen deze actoren, de relevante kenmerken van die relaties, de erkende of geconventioneerde activiteiten van die organisaties, de relevante kenmerken van die activiteiten, de beroepserkenningen en de erkende specialismen van die gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en de relevante kenmerken van die erkenningen en specialismen, komende uit diverse gegevensbanken die door de verwerkingsverantwoordelijken zelf worden beheerd, onder meer:	Art. 4. L'article 4 décrit les catégories de données à caractère personnel. Ces catégories concernent les données d'identification et de contact des professionnels de soins de santé, des professionnels de soins et des organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins, les qualifications pertinentes de ces acteurs, les relations pertinentes entre ces acteurs, les caractéristiques pertinentes de ces relations, les activités agréées ou conventionnées de ces organisations, les caractéristiques pertinentes de ces activités, les reconnaissances professionnelles et spécialités reconnues de ces professionnels de soins de santé et professionnels de soins et les caractéristiques pertinentes de ces reconnaissances et spécialités, provenant de diverses banques de données qui sont gérées par les responsables du traitement mêmes, notamment:	Art. 4. In Artikel 4 werden die Kategorien personen- und organisationsbezogener Daten beschrieben. Diese Kategorien betreffen die Identifikations- und Kontaktdaten der Fachkräfte der Gesundheitspflege, der Pflegefachkräfte und der Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind, die relevanten Qualifikationen dieser Akteure, die relevanten Beziehungen zwischen diesen Akteuren, die relevanten Eigenschaften dieser Beziehungen, die anerkannten oder konventionierten Tätigkeiten dieser Organisationen, die relevanten Eigenschaften dieser Tätigkeiten, die Berufsanerkennungen und anerkannten Spezialisierungen dieser Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte und die relevanten Eigenschaften dieser Anerkennungen und Spezialisierungen, die aus verschiedenen Datenbanken stammen, die von den Verantwortlichen für die Datenverarbeitung selbst verwaltet werden, insbesondere:
- het bestand van de gezondheidszorgbeoefenaars met het oog op terugbetaling door de ziekteverzekering (RIZIV);	- le fichier des professionnels de soins de santé en vue du remboursement par l'assurance maladie (INAMI) ;	- die Daten der anerkannten Fachkräfte der Gesundheitspflege im Hinblick auf die Kostenerstattungen durch die Krankenversicherung (LIKIV);
- het kadaster van de gezondheidszorg-beroepen zoals bepaald in de wet van 29 januari 2003 houdende oprichting van de federale databank van de	- le cadastre des professions de santé tel que défini par la loi du 29 janvier 2003 portant création de la banque de données fédérale	- das Kataster der Gesundheitspflegeberufe gemäß dem Gesetz vom 29. Januar 2003 zur Errichtung der föderalen Datenbank der Fachkräfte der

beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen (FOD Volksgezondheid);	des professionnels de soins de santé (SPF Santé publique) ;	Gesundheitspflege (FÖD Volksgesundheit),
- gegevens met betrekking tot de erkenning van de verschillende openbare instellingen (ziekenhuizen, rusthuizen, thuisverzorging, huisartsenkringen...) die door de gefedereerde entiteiten („Departement Zorg”, AVIQ, GGC) worden meegedeeld;	- des données relatives à l’agrément de différentes institutions publiques (hôpitaux, maisons de repos, soins à domicile, cercles de médecins généralistes, ...) communiquées par les entités fédérées (« Departement Zorg », AVIQ, COCOM);	- Daten über die Anerkennung verschiedener öffentlicher Einrichtungen (Krankenhäuser, Wohn- und Pflegezentren für Senioren, Hausärztekreise, ...), die von den föderierten Teilgebieten übermittelt werden („Departement Zorg“, AVIQ, COCOM);
- gegevens met betrekking tot de registratie van de apotheken en apothekers-titularissen (FAGG).	- des données relatives à l’enregistrement des officines et les pharmaciens titulaires (AFMPS).	- Daten über die Registrierung von Apotheken und leitenden Apothekern (FAAGP).
Het is onmogelijk exhaustieve opsommingen van deze categorieën van persoonsgegevens (met opgave van de authentieke bron van waaruit deze worden geëxtraheerd) te definiëren. Het is de bedoeling dat de CoBRHA+ gegevensbank longitudinaal kan worden gebruikt voor het beheren van relevante categorieën van gegevens over de actoren in de zorg. De zorgmodellen evolueren permanent in functie van de maatschappelijke noden en de wetenschappelijke inzichten. Daarom wordt er bewust gekozen voor de aangeduide categorieën en niet voor de (exhaustieve) opsommingen die al snel achterhaald riskeren te worden.	Il est impossible de définir des énumérations exhaustives de ces catégories de données à caractère personnel (avec indication de leur source authentique d’extraction). L’objectif est que la banque de données CoBRHA+ puisse être utilisée de manière longitudinale pour la gestion de catégories de données pertinentes relatives aux acteurs de soins. Les modèles de soins évoluent continuellement en fonction des besoins sociaux et des connaissances scientifiques. C’est la raison pour laquelle un choix est fait d'utiliser des catégories répertoriées plutôt que des énumérations (exhaustives) qui risquent de devenir rapidement obsolètes.	Es ist unmöglich, umfassende Listen dieser Kategorien personenbezogener Daten (mit Angabe ihrer authentischen Quelle) zu erstellen. Ziel ist es, dass die CoBRHA+-Datenbank langfristig für die Verwaltung relevanter Datenkategorien zu Gesundheitsakteuren genutzt werden kann. Pflegemodelle entwickeln sich ständig weiter, basierend auf gesellschaftlichen Bedürfnissen und wissenschaftlichen Erkenntnissen. Deshalb wird bewusst auf die angegebenen Kategorien zurückgegriffen und nicht auf die (umfassenden) Aufzählungen, die Gefahr laufen, schnell zu veralten.
Een hoedanigheid is een businessconcept dat gebruikt wordt om een bevoegdheid verbonden aan een doelgroep te definiëren. Bijvoorbeeld: een apotheek en een rusthuis worden beide geïdentificeerd op basis van een RIZIV-nummer, maar hebben niet dezelfde toegangen	Une qualification se définit comme un concept métier utilisé pour définir une capacité associée à un groupe-cible. Par exemple : une pharmacie et une maison de repos sont tous deux identifiés par un numéro INAMI, mais n’ont pas les mêmes accès en termes d’application. La qualification	Eine Qualifikation ist ein Konzept, das eine einer Zielgruppe zugeordnete Fähigkeit definiert. Beispiel: Eine Apotheke und ein Pflegeheim werden beide durch eine INAMI-Nummer identifiziert, haben aber auf Anwendungsebene nicht den

<p>op het gebied van de toepassingen. De hoedanigheid bepaalt de toegangsmogelijkheden. Een relatie in CoBRHA+ omvat daarnaast de volgende informatie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de benaming van de relatie; - de bedoelde entiteiten; - de betekenis van deze relatie; i.e. de rollen van de verschillende entiteiten op basis van deze relatie; (bijvoorbeeld zoals hoger vermeld het deel uitmaken van een groepspraktijk waartoe ook de GMD-houder van een patiënt behoort). 	<p>détermine les possibilités d'accès. Une relation dans CoBRHA+ comprend, en outre, les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination de la relation; - les entités visées; - la signification de cette relation ; i.e. les rôles que jouent les différentes entités sur base de cette relation; <p>(Par exemple comme cité ci-dessus, le fait de faire partie d'une pratique de groupe à laquelle appartient aussi le détenteur du DMG d'un patient).</p>	<p>gleichen Zugriff. Die Qualifikation bestimmt die Zugangsmöglichkeiten. Eine Beziehung in CoBRHA+ umfasst zusätzlich die folgenden Informationen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Name der Beziehung; - die genannten Einrichtungen; - die Bedeutung dieser Beziehung; d. h. die Rollen, der verschiedenen Einheiten auf der Grundlage dieser Beziehung; (Zum Beispiel, wie oben erwähnt, die Zugehörigkeit zu einer Gemeinschaftspraxis, zu der auch der Inhaber der AMA eines Patienten gehört).
<p>Ten slotte betreft een kenmerk een generieke term die alle attributen van een persoon of instelling in CoBRHA aanduidt, op basis waarvan een toegangsregel kan worden vastgesteld (bijvoorbeeld: datum van erkenning van een rusthuis, specialisatie van een arts, ...).</p>	<p>Enfin, une caractéristique constitue un terme générique désignant tous les attributs d'une personne ou d'une institution présente dans CoBRHA permettant d'établir une règle d'accès (par exemple: date d'agrément d'une maison de repos, spécialisation d'un médecin, ...).</p>	<p>Schließlich stellt eine Eigenschaft einen allgemeinen Begriff dar, der alle in CoBRHA vorhandenen Attribute einer Person oder Institution bezeichnet auf dessen Grundlage eine Zugangsregel ermöglicht wird (z. B. Datum der Genehmigung eines Pflegeheims, Spezialisierung eines Arztes usw.).</p>
<p>Alle gegevens behoren tot het type "open data", behalve het INSZ (identificatienummer, bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid), de intrekking van visa (gezondheidszorgberoepen KB'78) en de hoofdverblijfplaats (Rijksregister). Bepaalde gegevens worden gepubliceerd op de website van de verwerkingsverantwoordelijken.</p>	<p>Toutes les données sont du type « open data », à l'exception du NISS (numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale), du retrait de visa (professions de soins de santé AR '78) et du lieu de résidence principale (Registre national). Certaines données sont publiées sur le site internet des responsables de traitement.</p>	<p>Alle Daten sind vom Typ „open data“, mit Ausnahme der NISS (Erkennungsnummer gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit) und des Visumsentzugs (Gesundheitsberufe). KE '78) und Ort des Hauptwohnsitzes (Nationalregister). Einige Daten werden auf der Website der Verantwortlichen veröffentlicht.</p>

De gegevensbank bevat geen gezondheidsgegevens of persoonsgegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten. Zo wordt de informatie inzake visum en de intrekking of schorsing daarvan enkel gebruikt in het kader van het toegangsbeheer en wordt de achterliggende reden ervan niet geregistreerd.	La banque de données ne contient pas de données relatives à la santé ou de données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux actes délictueux. Ainsi, les informations relatives au visa et à son retrait ou sa suspension ne sont utilisées que dans le cadre de la gestion des accès et sa raison sous-jacente n'est pas enregistrée.	Die Datenbank enthält weder Gesundheitsdaten noch personenbezogene Daten über strafrechtliche Verurteilungen und Straftaten. Daher werden Informationen im Zusammenhang mit dem Visum und seinem Entzug oder seiner Aussetzung nur im Rahmen der Zugangsverwaltung verwendet und der Grund wird nicht erfasst.
Art. 5. Artikel 5 regelt de bewaringstermijn van de persoonsgegevens.	Art. 5. L'article 5 détermine le délai de conservation des données à caractère personnel.	Art. 5. In Artikel 5 wird die Aufbewahrungsfrist für personenbezogene Daten geregelt.
Rekening houdend met de termijn van twintig jaar vermeld in artikel 2262bis, § 1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, is het raadzaam om te bepalen dat de gegevens van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars twintig jaar na het overlijden worden bijgehouden (zoals aanbevolen in advies 66.443/1/V van de Raad van State van 29 augustus 2019).	Compte tenu du délai de vingt ans mentionné à l'article 2262bis, § 1 ^{er} , alinéa 3, du Code civil, il est opportun de préciser que les données des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins seront conservées pendant vingt ans à compter du décès (comme recommandé dans l'avis 66.443/1/V du Conseil d'Etat du 29 août 2019).	Angesichts der in Artikel 2262bis § 1 Absatz 3 des Bürgerlichen Gesetzbuchs genannten Frist von zwanzig Jahren ist es ratsam, festzulegen, dass die Daten von Fachkräften der Gesundheitspflege und Pflegefachkräften ab dem Tod zwanzig Jahre lang aufbewahrt werden (wie in der Stellungnahme 66.443 empfohlen). /1/V des Staatsrates vom 29. August 2019).
Art. 6. §1. Artikel 6 wijst de verwerkingsverantwoordelijken aan bij de federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, ieder voor hun bevoegdheid.	Art. 6. §1 ^{er} . L'article 6 désigne les responsables du traitement auprès de l'autorité fédérale et des entités fédérées compétentes ou des agences désignées par les autorités fédérées compétentes, chacun dans leur domaine de compétence.	Art. 6. § 1. In Artikel 6 werden die Verantwortlichen für die Datenverarbeitung bei der föderalen Behörde und den zuständigen föderierten Teilgebieten oder den von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen, jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich, bestimmt.
§2. Zij maken de nodige afspraken met betrekking tot hun verantwoordelijkheden en stellen daarbij één enkel contactpunt binnen elke gefedereerde entiteit en binnen de federale overheid ter beschikking van de betrokkenen	§2. Ils prennent les dispositions nécessaires au regard de leurs responsabilités et ils mettent à la disposition des intéressés un point de contact unique au sein de chaque entité fédérée et de l'autorité fédérale en vue de	§ 2. Sie treffen die erforderlichen Vorkehrungen im Hinblick auf ihre Verantwortlichkeiten und stellen den Interessierten eine zentrale Kontaktstelle bei jedem föderierten Teilgebiet und der föderalen Behörde zur

voor de uitoefening van hun rechten. Dit is noodzakelijk omwille van de taalproblematiek en de nabijheid van de burger en de noodzaak voor het ontwikkelen van een lokaal beleid.	l'exercice de leurs droits. Ceci est nécessaire en raison de la problématique linguistique et de la proximité du citoyen et de la nécessité de développer une politique locale	Verfügung, damit sie ihre Rechte wahrnehmen können. Dies ist aufgrund des sprachlichen Problems und der Bürgernähe sowie der Notwendigkeit, eine lokale Politik zu entwickeln, notwendig.
§3. Met het oog op een transparante verwerking publiceert het eHealth-platform op het eGezondheidspitaal een precieze functionele beschrijving met betrekking tot de informatieverwerking bij het beheer van de gemeenschappelijke gegevensbank.	§ 3. En vue d'un traitement transparent, la plate-forme eHealth publie sur le portail de l'eSanté, une description fonctionnelle précise du traitement des informations dans le cadre de la gestion de la banque de données commune.	§ 3. Im Hinblick auf eine transparente Verarbeitung veröffentlicht die eHealth-Plattform auf dem eGesundheitsportal eine genaue funktionale Beschreibung der Datenverarbeitung im Rahmen der Verwaltung der gemeinsamen Datenbank.
Art. 7. Artikel 7 regelt de beslechting van geschillen tussen de partijen door een samenwerkingsgerecht.	Art. 7. L'article 7 régit le règlement des litiges entre les parties par une juridiction de coopération.	Art. 7. In Artikel 7 wird die Beilegung von Streitigkeiten zwischen den Parteien durch ein Kooperationsgericht geregelt.
Art. 8. Artikel 8 draagt de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid op om toezicht te houden op de uitvoering en naleving van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord en om aanpassingen voor te stellen.	Art. 8. L'article 8 charge la Conférence interministérielle Santé publique de la mission de surveiller la mise en œuvre et le respect des dispositions de cet accord de coopération et de proposer des adaptations.	Art. 8. In Artikel 8 wird die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit beauftragt, die Umsetzung und Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zu überwachen und Anpassungen vorzuschlagen.
Art. 9. Artikel 9 regelt de uitwerking in de tijd van het samenwerkingsakkoord en voorziet in de mogelijkheid van de herziening of de opheffing ervan.	Art. 9. L'article 9 régit les effets dans le temps de l'accord de coopération et prévoit la possibilité de le réviser ou révoquer.	Art. 9. In Artikel 9 wird der zeitliche Geltungsbereich des Zusammenarbeitsabkommens festgelegt und seine Änderung oder Beendigung geregelt.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+	Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+	Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit CoBRHA+
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 6bis, §1, §2, 1° en 2° en 92bis;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 5, §1 ^{er} , I, 6bis, §1 ^{er} , § 2, 1° et 2° et 92bis;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der Artikel 5 § 1, I, 6bis § 1, § 2 Nr. 1 und 2 und 92bis;
Gelet op het advies nr. 40/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 9 februari 2023;	Vu l'avis n° 40/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;	Aufgrund der Stellungnahme Nr. 40/2023 der Datenschutzbehörde vom 9. Februar 2023;
Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg gegeven op 20 december 2022);	Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et de la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone, donné le 20 décembre 2022);	Aufgrund der Stellungnahme des französischsprachigen Konzertierungsorgans und des französischsprachigen ministeriellen Konzertierungsausschusses (Stellungnahme vom 20. Dezember 2022);
Gelet op advies XYZ van de Raad van State, gegeven op DD MM YYYY	Vu l'avis XYZ du Conseil d'Etat, donné le DD MM YYYY	Aufgrund des Gutachtens Nr. XYZ des Staatsrates vom DD MM YYYY;
Overwegende de respectievelijke bevoegdheden waarover de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten op het vlak van het gezondheidsbeleid en de bijstand aan personen beschikken;	Considérant les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les entités fédérées sur le plan de la politique de santé et de l'aide aux personnes;	In Erwägung der jeweiligen Zuständigkeiten des Föderalstaates und der föderierten Teilgebiete im Bereich der Gesundheitspolitik und des Personenbeistands;
Overwegende de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het	Considérant la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme	In Erwägung des Gesetzes vom 21. August 2008 zur Einrichtung

eHealth platform en diverse bepalingen;	eHealth et portant diverses dispositions;	und Organisation der eHealth-Plattform;
Overwegende het Protocolakkoord dat is ondertekend op 29 april 2013 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met het oog op het optimaal elektronisch uitwisselen en delen van informatie en gegevens tussen de actoren bevoegd inzake de gezondheids- en welzijnssector en de bijstand aan personen;	Considérant le Protocole d'accord signé le 29 avril 2013 entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Communauté Française, la Communauté Germanophone, la Commission Communautaire Commune, la Région Wallonne et la Commission Communautaire Française en vue d'un échange et partage électronique d'informations et de données optimal entre les acteurs du secteur de la santé et du bien-être et de l'aide aux personnes;	In Erwägung des am 29. April 2013 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls im Hinblick auf einen optimalen elektronischen Informations- und Datenaustausch zwischen den Akteuren des Gesundheits- und Sozialsektors und des Personenbeistands;
Overwegende het Protocolakkoord dat is ondertekend op 19 oktober 2015 tussen de federale overheid de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie: Actualisering van het Actieplan eGezondheid, Actieplan 2015-2018 (V2.0);	Considérant le Protocole d'accord signé le 19 octobre 2015 entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Communauté Française, la Communauté Germanophone, la Commission Communautaire Commune, la Région Wallonne et la Commission Communautaire Française: Actualisation du plan d'actions e-Santé, Plan d'actions 2015-2018 (V2.0);	In Erwägung des am 19. Oktober 2015 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls: Aktualisierung des Aktionsplans eGesundheit, Aktionsplan 2015-2018 (V2.0);
Overwegende het Protocolakkoord dat is ondertekend op 21 maart 2016 tussen de federale regering en de in artikel 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden inzake CoBRHA+;	Considérant le Protocole d'accord signé le 21 mars 2016 entre le gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution concernant CoBRHA+ ;	In Erwägung des am 21. März 2016 zwischen der Föderalregierung und den in den Artikeln 128, 130, 135 und 138 der Verfassung erwähnten Behörden unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls über CoBRHA+;
Overwegende het Protocolakkoord dat is	Considérant le Protocole d'accord signé le 28 janvier 2019	In Erwägung des am 28. Januar 2019 zwischen dem

ondertekend op 28 januari 2019 tussen de federale overheid de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie: Actieplan eGezondheid 2019-2021;	entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Communauté Française, la Communauté Germanophone, la Commission Communautaire Commune, la Région Wallonne et la Commission Communautaire Française: Plan d'actions 2019-2021;	Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission unterzeichneten Zusammenarbeitsprotokolls: Aktionsplan 2019-2021;
Overwegende de Gemeenschappelijke Verklaring van 30 maart 2015 inzake de uitvoering van actiepunt 17 van het actieplan eGezondheid 2013-2018 met betrekking tot de creatie van een uniek digitaal loket en de verdere ontwikkeling van de gegevensbank "CoBRHA" voor gezondheidsinstellingen en gezondheidszorgberoepen;	Considérant la déclaration conjointe du 30 mars 2015 relative à la mise en œuvre du point d'action 17 du plan d'action e-Santé 2013-2018 en ce qui concerne la création d'un guichet digital unique et la suite du développement d'une banque de données « CoBRHA » pour les établissements de soins et les professions de soins de santé;	In Erwägung der gemeinsamen Erklärung vom 30. März 2015 zur Umsetzung von Aktionspunkt 17 des Aktionsplans eGesundheit 2013-2018 in Bezug auf die Schaffung eines einzigen digitalen Schalters und die Weiterentwicklung einer Datenbank "CoBRHA" für Gesundheits- und Pflegeeinrichtungen und Gesundheitspflegeberufe;
Overwegende dat in het kader van de zesde Staatshervorming nieuwe bevoegdheden op het vlak van gezondheid naar de deelstaten werden overgedragen;	Considérant que la sixième réforme de l'Etat a transféré de nouvelles compétences en matière de santé vers les entités fédérées;	In der Erwägung, dass den föderierten Teilgebieten mit der sechsten Staatsreform neue Zuständigkeiten im Gesundheitsbereich übertragen wurden;
Overwegende dat bepaalde materies betreffende het gezondheidsbeleid onder de bevoegdheid van de federale overheid zijn blijven ressorteren;	Considérant que certaines matières relatives à la politique de la santé continuent à relever de la compétence de l'Etat fédéral;	In der Erwägung, dass bestimmte gesundheitspolitische Angelegenheiten weiterhin in die Zuständigkeit des Föderalstaates fallen;
Overwegende dat, om hun bevoegdheden uit te oefenen, de verschillende bevoegdheidsniveaus gegevens voor de realisatie van hun respectieve opdrachten moeten kunnen delen;	Considérant que pour assumer leurs compétences, les différents niveaux de pouvoir doivent partager des données qui alimentent leurs processus respectifs;	In der Erwägung, dass die verschiedenen Befugnisebenen zur Wahrnehmung ihrer Zuständigkeiten Daten austauschen müssen, die in ihre jeweiligen Prozesse einfließen;
Overwegende dat in de Europese en nationale wetgeving de administraties wordt opgelegd	Considérant que la législation européenne et nationale impose à l'administration de ne demander	In der Erwägung, dass die Verwaltung aufgrund der europäischen und nationalen

om de gegevens aan hun gebruikers (burgers en ondernemingen) slechts éénmalig op te vragen, wat is gebaseerd op het “only once”-principe;	les données qu’une seule fois à ses usagers (citoyens et entreprises), qui est basé sur le principe du « only once »;	Rechtsvorschriften Daten nur einmalig bei ihren Pflegeempfänger (Bürgern und Unternehmen) erheben darf, was auf dem "Only-once"-Prinzip beruht;
Overwegende dat de wil van de federale en gefedereerde overheden erin bestaat een eHealth beheer te organiseren waarbij de gebruiker een centrale plaats heeft en gebruiksvriendelijke programma’s ter beschikking heeft;	Considérant que la volonté des autorités fédérale et fédérées est d’organiser une gestion eHealth où l’usager occupe une place centrale et a à sa disposition des applications « user friendly »;	In der Erwägung, dass es der Wille der föderalen Behörde und der Behörden der föderierten Teilgebiete ist, eine eHealth-Verwaltung zu organisieren, bei dem der Pflegeempfänger einen zentralen Platz einnimmt und benutzerfreundliche Anwendungen zur Verfügung hat;
Overwegende dat zowel de Federale overheid als de gefedereerde entiteiten het delen van beveiligde elektronische informatie tussen alle actoren wil bevorderen, met inachtneming van de persoonlijke levenssfeer en het beroepsgeheim;	Considérant que tant l’Etat fédéral que les entités fédérées souhaitent promouvoir un partage d’information électronique sécurisé entre tous les acteurs, dans le respect de la protection de la vie privée et du secret professionnel;	In der Erwägung, dass sowohl der Föderalstaat als auch die föderierten Teilgebiete einen gesicherten elektronischen Informationsaustausch zwischen allen Akteuren unter Wahrung des Schutzes des Privatlebens und der Schweigepflicht fördern möchten;
is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten	il est nécessaire de conclure un accord de coopération,	ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen
TUSSEN	ENTRE	ZWISCHEN
De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;	L’Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne d’Alexander De Croo, Premier ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;	Dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, und Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit;
De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van	La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon, Ministre-président du Gouvernement flamand et ministre flamand des Affaires	Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für

Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Hilde Crevits, Viceminister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid, en Gezin;	étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire, et Hilde Crevits, Vice-ministre présidente du Gouvernement flamand et ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille ;	Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management, und Hilde Crevits, Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung und Flämische Ministerin für Wohlstand, Volksgesundheit und Familie;
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-president en minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel, en Bénédicte Linard, Vicepresident en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten;	La Communauté française, représentée par son gouvernement en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-président et ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, et Bénédicte Linard, Vice-présidente et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes et Valérie Glatigny;	Der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident und Minister für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel, und Bénédicte Linard, Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kindeswohl, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, und Valérie Glatigny;
Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-president van de Waalse Regering en Christie Morreale, Viceminister-president van de Waalse Regering en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;	La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-président du Gouvernement wallon et Christie Morreale, Vice-présidente du Gouvernement wallon et ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes;	Der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vize-Ministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Frauenrechte;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-president en minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Viceminister-	La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-président et ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-	Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für Lokale Behörden und Finanzen, und Antonios Antoniadis, Vize-

president en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	ministre-président et ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement;	Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;
De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et l'Action sociale dans leurs attributions;	Der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van den Brandt, für Gesundheit und Soziale Maßnahmen zuständige Mitglieder;
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-president belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron, minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid.;	La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé et Alain Maron, ministre chargé de l'action sociale et de la santé;	Der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in der Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit;
Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:	Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :	Artikel 1. Im Sinne dieser Zusammenarbeitsabkommen bedeuten die folgenden Begriffe:
1° actoren in de zorg: gezondheidszorgbeoefenaars, zorgbeoefenaars of organisaties in de gezondheid of de zorg;	1° acteurs de soins: professionnels de soins de santé, professionnels de soins ou organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins;	1. Akteure der Gesundheitsversorgung: Fachkräfte der Gesundheitspflege, Pflegefachkräfte oder Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind;
2° gezondheidszorgbeoefenaar: elke beroepsbeoefenaar bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;	2° professionnel de soins de santé: tout professionnel visé par la loi coordonnée du 10 mai 2015 relatif à l'exercice des professions de soins de santé ;	2. Fachkräfte der Gesundheitspflege: alle Berufstätigen, die unter das koordinierte Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Ausübung von Gesundheitspflegeberufen fallen.
3° zorgbeoefenaar: elke beroepsbeoefenaar, andere dan een gezondheidszorgbeoefenaar,	3° professionnel de soins: tout professionnel autre qu'un professionnel de soins de santé et	3. Pflegefachkräfte: alle Fachkräfte mit Ausnahme der

en elke mantelzorger, of bekwame helper die zorg aan personen verstrekt;	tout aidant proche, ou aidant qualifié qui fournit des soins à des personnes;	Fachkräfte der Gesundheitspflege, und alle nahestehenden Hilfspersonen oder befähigten Hilfspersonen, die Personen pflegen;;
4° zorggebruiker: de natuurlijke persoon aan wie de diensten of de zorg, bedoeld in 2° en 3°, worden verstrek;	4° usager de soins: la personne physique à laquelle sont dispensés les services ou soins visés sous les points 2° et 3°;	4. Pflegeempfänger: die natürliche Person, die in den Punkten 2. und 3. genannten Dienstleistungen oder Pflegeleistungen erbracht werden;
5° organisatie in de gezondheid of de zorg: een organisatie waar de diensten of de zorg, bedoeld in 2° en 3°, worden verstrekt.	5° organisation active dans le domaine de la santé ou des soins: une organisation où sont dispensés les services ou les soins visés sous les points 2° et 3°	5. Organisation, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig ist: Eine Organisation, die die unter den Punkten 2. und 3. genannten Dienstleistungen oder Pflegeleistungen erbringt.
Art. 2. Het eHealth-platform, bedoeld in de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, staat in voor de hosting van de gemeenschappelijke gegevensbank CoBRHA+ waarin, in het kader van de verwerkingsdoeleinden zoals omschreven in artikel 3, de categorieën van gegevens, zoals beschreven in artikel 4, worden verwerkt voor de duur zoals bepaald in artikel 5.	Art. 2. La plate-forme eHealth, visée dans la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, est chargée de l'hébergement de la banque de données commune CoBRHA+ dans laquelle sont traitées les catégories de données décrites à l'article 3 pour la durée prévue à l'article 4, dans le cadre des finalités de traitement définies à l'article 5.	Art. 2. Die eHealth-Plattform, erwähnt im Gesetz vom 21. August 2008 zur Einrichtung und Organisation der eHealth- Plattform, ist für das Beherbergen der gemeinsamen Datenbank CoBRHA+ zuständig, in der die in Artikel 3 beschriebenen Datenkategorien für die in Artikel 4 vorgesehene Dauer im Rahmen der in Artikel 5 festgelegten Verarbeitungszwecke verarbeitet werden.
De verwerkingsverantwoordelijken, bedoeld in artikel 6, staan in voor het goed beheer van de gegevens in deze gegevensbank.	Les responsables du traitement visés à l'article 6 sont chargés de la bonne gestion des données dans cette banque de données.	Die in Artikel 6 erwähnten Verantwortlichen für Datenverarbeitung sorgen für die ordnungsgemäße Verwaltung der Daten in dieser Datenbank.
De federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten kunnen, in onderling overleg en na beslissing van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid, de	L'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes peuvent, de commun accord et après une décision de la Conférence interministérielle Santé publique, faire héberger la banque de	Die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete können im gegenseitigen Einvernehmen und nach einem Beschluss der Interministeriellen Konferenz

gemeenschappelijke gegevensbank hosten bij een andere instelling, beheerd door een gefedereerde entiteit of door de federale overheid.	données commune auprès d'une autre institution administrée par une entité fédérée ou par l'autorité fédérale.	Volksgesundheit die gemeinsame Datenbank bei einer anderen Einrichtung, die von einem föderierten Teilgebiet oder der föderalen Behörde verwaltet wird, beherbergen lassen.
Art. 3. De verwerking van de persoonsgegevens beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:	Art. 3. Le traitement des données à caractère personnel poursuit les finalités de traitement suivantes:	Art. 3. Die Verarbeitung der personenbezogenen Daten dient folgenden Verarbeitungszwecken:
‘1° het uniek identificeren en in voorkomend geval contacteren van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en organisaties in de gezondheid of de zorg in het kader van de basisdiensten, bedoeld in 2°;	1° identifier de manière unique et, le cas échéant, contacter les professionnels de soins de santé et les professionnels de soins et les organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins dans le cadre des services de base visés au 2°;	1. die eindeutige Identifizierung und gegebenenfalls Kontaktaufnahme mit Fachkräften der Gesundheitspflege und Pflegefachkräften sowie Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind im Rahmen der in 2. genannten Grunddienste;
2° het ondersteunen van de basisdiensten die het eHealth-platform ter beschikking stelt krachtens artikel 5, 4°, van vermelde wet van 21 augustus 2008;	2° soutenir les services de base mis à la disposition par la plateforme eHealth en vertu de l'article 5, 4°, de la loi précitée du 21 août 2008;	2. Unterstützung der Basisdienste, die von der eHealth-Plattform gemäß Artikel 5, 4., des oben erwähnten Gesetzes vom 21. August 2008 bereitgestellt werden;
3° het ter beschikking stellen van de gegevens aan de federale overheidsdiensten en de federale publiekrechtelijke rechtspersonen, de instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2° van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de overheidsdiensten van de gefedereerde entiteiten en de openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid die onder de gefedereerde entiteiten ressorteren en de actoren in de zorg, hetzij voor het vervullen van de taken die hun zijn toevertrouwd, binnen de perken van de regelgeving met de	3° mettre les données à la disposition des services publics fédéraux et des personnes morales fédérales de droit public, des institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1 ^{er} , 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des services publics des entités fédérées et des institutions publiques dotées de la personnalité juridique qui relèvent des entités fédérées et des acteurs de soins, soit en vue de réaliser les missions qui leur sont confiées, dans les limites de la réglementation dont ils assurent l'application, soit en vue	3. Bereitstellung der Daten an föderale öffentliche Dienste und föderale juristische Personen des öffentlichen Rechts, in Artikel 2, Absatz 1,2., des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Einrichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Einrichtungen für soziale Sicherheit, öffentliche Dienste der föderierten Teilgebiete und öffentliche Einrichtungen mit Rechtspersönlichkeit in der Zuständigkeit der föderierten Teilgebiete und Akteure der Gesundheitsversorgung, entweder zur Erfüllung der ihnen anvertrauten Aufgaben im Rahmen der Vorschriften, deren

toepassing waarvan zij belast zijn, hetzij voor het vervullen van de taken die hun zijn opgelegd door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie, voor zover deze een unieke identificatie van de actoren in de zorg behoeven.	de remplir les missions qui leur sont imposées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, pour autant que celles-ci nécessitent une identification unique des acteurs de soins;	Anwendung sie gewährleisten, oder zur Erfüllung der Aufgaben, die ihnen durch oder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz auferlegt werden, soweit sie eine eindeutige Identifizierung der Akteure der Gesundheitsversorgung;
4° het in voorkomend geval ter beschikking stellen van de gegevens aan zorggebruikers en actoren in de zorg ter ondersteuning voor niet-commerciële doeleinden, noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks;	4° le cas échéant, mettre des données à la disposition des usagers de soins et des acteurs de soins, en vue du soutien pour des finalités non commerciales, que ce soit directement ou indirectement ;	4. Gegebenenfalls Bereitstellung der Daten für Pflegeempfänger und Akteure der Gesundheitsversorgung für nichtkommerzielle Zwecke, entweder direkt oder indirekt;
5° het uitvoeren van statistische studies, in overeenstemming met artikel 89.1 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming en titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, na anonimisering, of minstens pseudonimisering, voor het geval dat anonimisering niet zou toelaten de statistische studie uit te voeren.	5° réaliser des études statistiques, conformément à l'article 89.1 du Règlement général sur la protection des données et au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, après anonymisation ou à tout le moins pseudonymisation, dans le cas où l'anonymisation ne permettrait pas de réaliser l'étude statistique.	5. Durchführung statistischer Studien gemäß Artikel 89.1 der Datenschutz-Grundverordnung und Titel 4 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten nach Anonymisierung oder zumindest Pseudonymisierung, falls die Anonymisierung die Durchführung der statistischen Untersuchung nicht ermöglichen würde.
Art. 4. In de gegevensbank worden geregistreerd	Art. 4. La banque de données enregistre	Art. 4. In der gemeinsamen Datenbank wird Folgendes registriert:
1° identificatie- en contactgegevens van gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars, met inbegrip van het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de naam, de voornaam, het geslacht, de	1° l'identification et les coordonnées des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins, y compris le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, la date	1. Identifikations- und Kontaktdaten von Fachkräften der Gesundheitspflege und Pflegefachkräften, einschließlich der in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Einrichtung und Organisation einer zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnten Erkennungsnummer, des Namens, des Vornamens, des

geboortedatum, de hoofdverblijfplaats, het beroepsadres, het telefoonnummer, het digitaal contactadres, en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum, en anderzijds van organisaties actief in de gezondheid of de zorg,	de naissance, la résidence principale, l'adresse professionnelle, le numéro de téléphone, l'adresse de contact numérique et, le cas échéant, la date de décès, et, d'autre part, des organisations actives dans le domaine de la santé ou des soins,	Geschlechts, des Geburtsdatums, des Hauptwohnsitzes, der Berufsadresse, der Telefonnummer, der elektronischen Kontaktadresse und gegebenenfalls des Sterbedatums, und andererseits von Organisationen, die im Gesundheits- oder Pflegebereich tätig sind,
2° gegevens m.b.t. de relevante hoedanigheden van deze actoren, de relevante relaties tussen deze actoren, de relevante kenmerken van die relaties, de erkende of geconventioneerde activiteiten van die organisaties, de relevante kenmerken van die activiteiten, de beroepserkenningen en de erkende specialismen van die gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars en de relevante kenmerken van die erkenningen en specialismen.	2° des données relatives aux qualifications pertinentes de ces acteurs, aux relations pertinentes entre ces acteurs, aux caractéristiques pertinentes de ces relations, aux activités agrées ou conventionnées de ces organisations, aux caractéristiques pertinentes de ces activités, aux reconnaisances professionnelles et spécialités reconnues de ces professionnels de soins de santé et professionnels de soins et aux caractéristiques pertinentes de ces reconnaissances et spécialités.	2. Daten über die relevanten Qualifikationen dieser Akteure, die relevanten Beziehungen zwi- schen diesen Akteuren, die relevanten Eigenschaften dieser Beziehungen, die anerkannten oder konventionierten Tätigkeiten dieser Organisationen, die relevanten Eigenschaften dieser Tätigkeiten, die Berufsanerkennungen und anerkannten Spezialisierungen dieser Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte und die relevanten Eigenschaften dieser Anerkennungen und Spezialisierungen.
Het identificatienummer van het Rijksregister, bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars, kan worden gebruikt voor de doeleinden, bedoeld in artikel 3.	Le numéro d'identification du Registre national, visé dans la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ayant trait aux professionnels de soins de santé et aux professionnels de soins peut être utilisé pour les finalités visées à l'article 3.	Die im Gesetz vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnte Erkennungsnummer des Nationalregisters kann in Bezug auf Fachkräfte der Gesundheitspflege und Pflegefachkräfte für die in Artikel 3 erwähnten Zwecke verwendet werden.
De identificatie- en contactgegevens worden, voor zover ze beschikbaar zijn, betrokken bij het Rijksregister, bedoeld in vermelde wet van 8 augustus 1983, de Kruispuntbankregisters, bedoeld in artikel 4 van vermelde wet van	Dans la mesure où elles sont disponibles, les données d'identification et de contact sont obtenues auprès du Registre national visé dans la loi du 8 août 1983 précitée, des registres Banque Carrefour visés à l'article 4 de la loi précitée du 15 janvier	Die Identifikations- und Kontaktdaten werden, sofern verfügbar, aus dem im vorerwähnten Gesetz vom 8. August 1983 erwähnten Nationalregister, den in Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Januar 1990 erwähnten

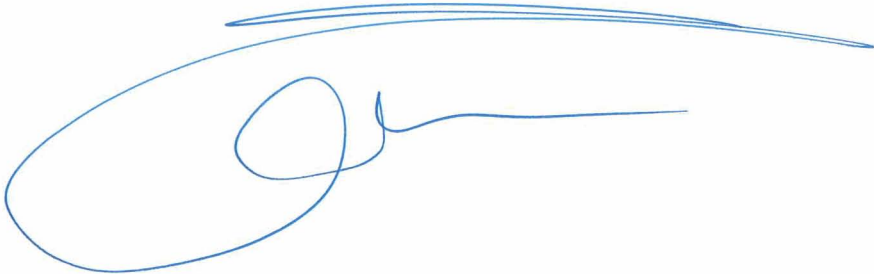
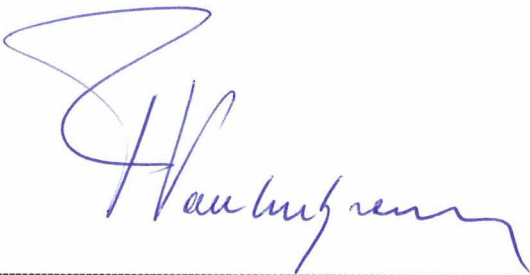
15 januari 1990 en de Kruispuntbank van Ondernemingen, bedoeld in de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen.	1990 et de la Banque Carrefour des entreprises visée dans la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions.	Registern der Zentralen Datenbank und der im Gesetz vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von zugelassenen Unternehmensschaltern und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen erwähnten Zentralen Datenbank der Unternehmen erhoben.
Art. 5. De gegevens, bedoeld in artikel 4, worden bewaard zolang dit noodzakelijk is voor de doeleinden, bedoeld in artikel 3.	Art. 5. Les données visées à l'article 4 sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour la réalisation des finalités visées à l'article 3.	Art. 5. Die in Artikel 4 erwähnten Daten werden so lange aufbewahrt, wie es für die in Artikel 3 erwähnten Zwecke erforderlich ist.
De gegevens van de gezondheidszorg- en zorgbeoefenaars worden gewist twintig jaar na het overlijden.	Les données des professionnels de soins de santé et des professionnels de soins sont supprimées après une période de vingt ans à compter de leur décès.	Daten der Fachkräfte der Gesundheitspflege und der Pflegefachkräfte werden zwanzig Jahre nach deren Tod gelöscht.
Art. 6. §1. De federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen treden, ieder voor hun bevoegdheid, op als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in dit samenwerkingsakkoord.	Art. 6. §1^{er}. L'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes agissent, chacune dans le cadre de leur compétence, en tant que responsables du traitement pour le traitement des données à caractère personnel visées dans le présent accord de coopération.	Art. 6. § 1. Die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen handeln jeweils im Rahmen ihrer Zuständigkeit als Verantwortliche für die Datenverarbeitung der im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen erwähnten personenbezogenen Daten.
Het gaat meer bepaald over de volgende entiteiten of agentschappen:	Il s'agit en particulier des entités ou des agences suivantes:	Es handelt sich insbesondere um folgende Einrichtungen oder Agenturen:
1° voor de federale overheid:	1° pour l'autorité fédérale:	1. für die föderale Behörde:
a) het eHealth-platform;	a) la plate-forme eHealth;	a) die eHealth-Plattform;
b) de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid,	b) le Service public fédéral Santé publique, Sécurité	b) der Föderale Öffentliche Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der

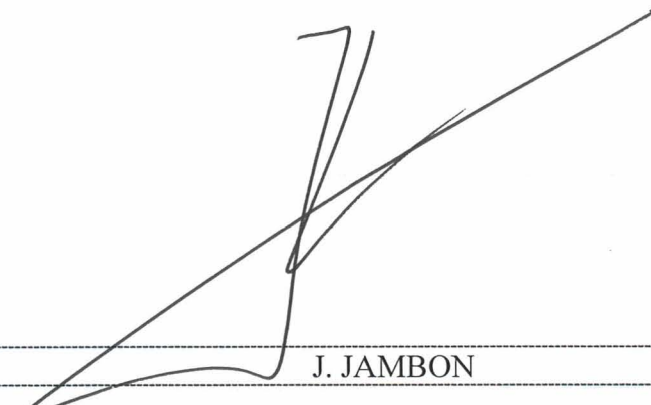
Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;	de la chaîne alimentaire et Environnement;	Nahrungsmittelkette und Umwelt;
c) het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;	c) l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité;	c) das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung;
d) het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;	d) l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé;	d) die föderale Agentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte;
2° voor de gefedereerde entiteiten:	2° pour les entités fédérées:	2. für die föderierten Teilgebiete:
a) voor de Vlaamse Gemeenschap: het Departement Zorg, het Agentschap voor Onderwijsdiensten, het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, het Agentschap Opgroeien en het Agentschap Opgroeien Regie;	a) pour la Communauté flamande: le Departement Zorg, l'Agentschap voor Onderwijsdiensten, la Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, l'Agenstchap Opgroeien et l'Agentschap Opgroeien Regie;	a) für die Flämische Gemeinschaft: das "Departement Zorg ", die "Agentschap voor Onderwijsdiensten", die "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap", die "Agentschap Opgroeien" und die "Agentschap Opgroeien Regie";
b) voor het Waals Gewest: l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles;	b) pour la Région wallonne: l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles ;	b) für die Wallonische Region: die "Agence Wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles" ;
c) voor de Franse Gemeenschap: de Franse Gemeenschap en l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	c) pour la Communauté française: la Communauté française et l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	c) für die Französische Gemeinschaft: die Französische Gemeinschaft und das "Office de la Naissance et de l'Enfance";
d) voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad: de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en Iriscare;	d) pour la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale: la Commission communautaire commune et Iriscare;	d) für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission von Brüssel-Hauptstadt: die Gemeinsame Gemeinschaftskommission und Iriscare;
e) voor de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad: de Franse Gemeenschapscommissie ;	e) pour la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale: la Commission communautaire française;	e) für die Französische Gemeinschaftskommission von Brüssel-Hauptstadt: die Französische Gemeinschaftskommission;

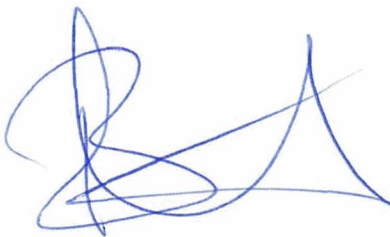
f) voor de Duitstalige Gemeenschap: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	f) pour la Communauté germanophone: le Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	f) für die Deutschsprachige Gemeinschaft: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemein- schaft.
§2. De federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten, ieder binnen diens bevoegdheidssfeer, bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe maken de federale overheid en de bevoegde gefedereerde entiteiten de nodige afspraken waarin in het algemeen de verplichtingen eigen aan de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken en in het bijzonder de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden. De gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken stellen één enkel contactpunt binnen elke gefedereerde entiteit en binnen de federale overheid ter beschikking van de betrokkenen voor de uitoefening van hun rechten.	§2. L'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes, chacune dans son domaine de compétence, définissent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, l'autorité fédérale et les entités fédérées compétentes prennent les dispositions nécessaires fixant de manière générale les obligations des responsables conjoints du traitement et en particulier les rôles et les relations respectives des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées. Les responsables conjoints du traitement mettent à la disposition des intéressés un point de contact unique au sein de chaque entité fédérée et de l'autorité fédérale en vue de l'exercice de leurs droits.	§ 2. Die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete bestimmen jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich auf transparente Weise ihre jeweilige Verantwortung, insbesondere was die Ausübung der Rechte der betroffenen Personen und die Bereitstellung von Informationen betrifft. Zu diesem Zweck treffen die föderale Behörde und die zuständigen föderierten Teilgebiete die erforderlichen Vorkehrungen, in denen im Allgemeinen die Verpflichtungen der gemeinsamen Verantwortlichen für die Datenverarbeitung und insbesondere die jeweiligen Rollen und Beziehungen der gemeinsamen Verantwortlichen für die Datenverarbeitung den betroffenen Personen gegenüber festgelegt werden. Die gemeinsamen Verantwortlichen für die Datenverarbeitung stellen den interessierten Personen im Hinblick auf die Ausübung ihrer Rechte innerhalb jedes föde- rierten Teilgebiets und der föderalen Behörde eine zentrale Anlaufstelle zur Verfügung.
§3. Het eHealth-platform publiceert op het eGezondheidsportaal een precieze functionele beschrijving met betrekking tot de informatieverwerking bij het beheer van de gemeenschappelijke gegevensbank.	§ 3. La plate-forme eHealth publie sur le portail de l'eSanté, une description fonctionnelle précise du traitement des informations dans le cadre de la gestion de la banque de données commune.	§ 3. Die eHealth-Plattform veröffentlicht auf dem eGesundheitsportal eine genaue funktionale Beschreibung der Datenverarbeitung im Rahmen der Verwaltung der gemeinsamen Datenbank.

<p>Art. 7. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.</p>	<p>Art. 7. Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.</p>	<p>Art. 7. Rechtsstreitigkeiten zwischen den Parteien des vorliegenden Abkommens in Bezug auf die Auslegung oder die Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden einem Kooperationsgericht im Sinne von Artikel 92bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt.</p>
<p>De leden van dit rechtscollege worden respectievelijk aangeduid door de Ministerraad, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Waalse regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.</p>	<p>Les membres de cette juridiction seront respectivement désignés par le Conseil des Ministres, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française.</p>	<p>Die Mitglieder dieses Gerichts werden vom Ministerrat, der Flämischen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft, der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Regierung beziehungsweise dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission bestimmt.</p>
<p>De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijk verdeeld over de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.</p>	<p>Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis à parts égales entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française.</p>	<p>Die Funktionskosten des Gerichts werden zu gleichen Teilen unter dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission aufgeteilt.</p>
<p>Art. 8. §1. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid houdt toezicht op de uitvoering en naleving van dit samenwerkingsakkoord en legt, indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor. Eveneens oefent de Interministeriële conferentie Volksgezondheid een</p>	<p>Art. 8. §1^{er}. La Conférence interministérielle Santé publique surveille la mise en œuvre et le respect du présent accord de coopération et, le cas échéant, soumet des propositions d'adaptation. La Conférence interministérielle Santé publique exerce également une fonction de</p>	<p>Art. 8. § 1. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit überwacht die Umsetzung und die Einhaltung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und legt gegebenenfalls Anpassungsvorschläge vor. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit nimmt im</p>

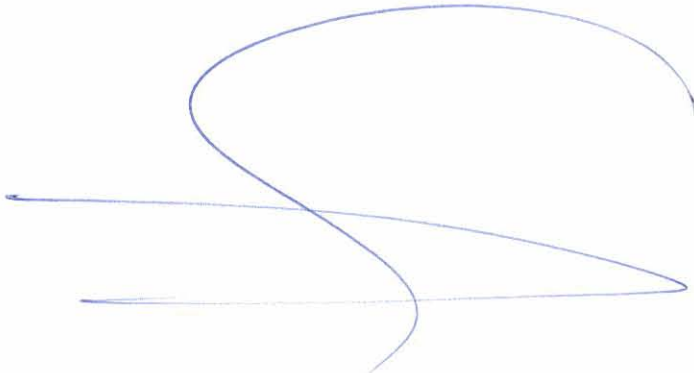
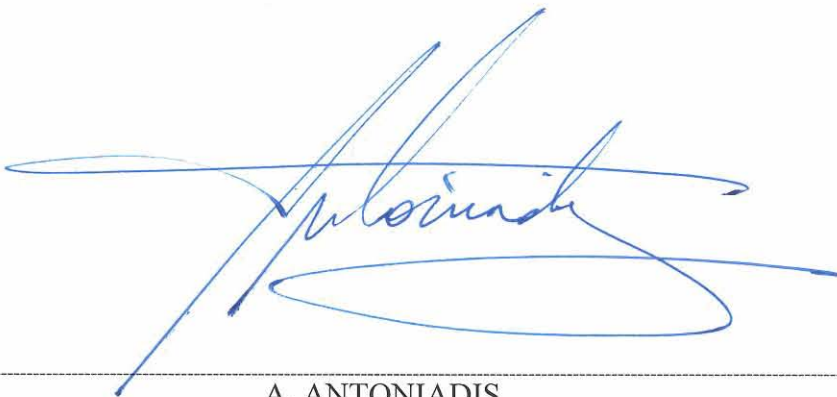
bemiddelingsfunctie uit in het kader van dit samenwerkingsakkoord alvorens geschillen worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht zoals bepaald in artikel 7.	médiation dans le cadre du présent accord de coopération avant que les litiges ne soient soumis à un tribunal de coopération, comme le stipule l'article 7.	Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ebenfalls eine Vermittlerrolle wahr, bevor Streitfälle einem Kooperationsgericht wie in Artikel 7 bestimmt vorgelegt werden.
§2. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid komt bijeen zodra een partij bij de samenwerkingsovereenkomst daarom verzoekt.	§2. La Conférence interministérielle Santé publique se réunit dès qu'une partie à l'accord de coopération en fait la demande.	§ 2. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheits tritt zusammen, sobald eine Partei des Zusammenarbeitsabkommens dies beantragt.
Art. 9. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking tot de herziening of de herroeping ervan nadat de Centrale Secretarie van het Overlegcomité het schriftelijk akkoord heeft ontvangen van alle partijen om een einde te stellen aan het samenwerkingsakkoord en na de bekendmaking van een bericht in het Belgisch Staatsblad met de bevestiging van dit schriftelijk akkoord.	Art. 9. Le présent accord de coopération produit ses effets jusqu'à sa révision ou sa révocation qui intervient le jour où le Secrétariat central du Comité de concertation a reçu l'accord écrit de toutes les parties pour mettre fin à l'accord de coopération et après la publication d'une communication confirmant cet accord écrit au Moniteur belge.	Art. 9. Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen ist wirksam, bis es an dem Tag abgeändert oder widerrufen wird, an dem das zentrale Sekretariat des Konzertierungsausschusses die schriftliche Zustimmung aller Parteien zur Beendigung des Zusammenarbeitsabkommens erhalten hat und nachdem eine Mitteilung, in der diese schriftliche Zustimmung bestätigt wird, im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht worden ist.
Gedaan te Brussel, op 14 juli 2023	Fait à Bruxelles, le 14 juillet 2023	Brüssel, den 14. Juli 2023
in één origineel exemplaar.	en un exemplaire original.	in einer Originalausfertigung.

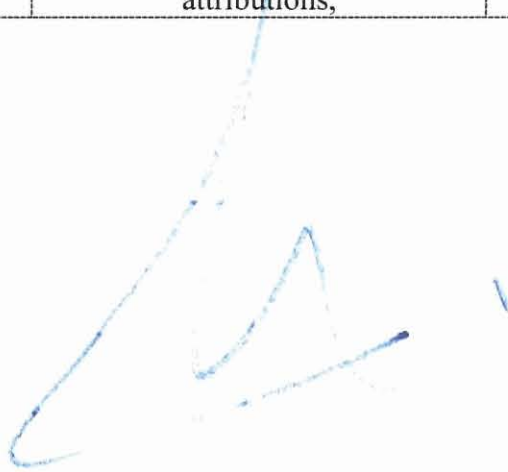
De Eerste minister,	Le Premier ministre,	Der Premierminister,
		
A. DE CROO		
De Vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid	Le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,	Der Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit,
		
F. VANDENBROUCKE		

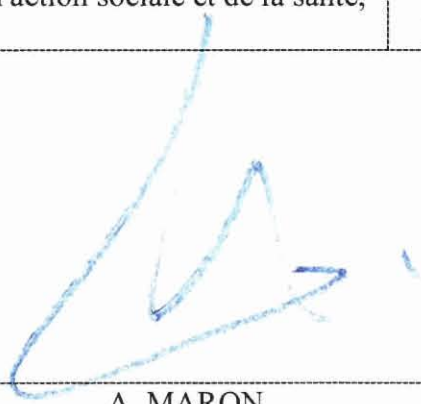
De Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management,	Le Ministre-président du Gouvernement flamand et ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,	Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämische Minister für auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management,
		
J. JAMBON		
De Viceminister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,	La Vice-première ministre du Gouvernement flamand et ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,	Die Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung und Flämische Ministerin für Wohlstand, Volksgesundheit und Familie,
		
H. CREVITS		

De Minister-president van de Franse Gemeenschap en minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel van de Franse Gemeenschap,	Le Ministre-président de la Communauté française et ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles de la Communauté française,	Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft und Minister der Französischen Gemeinschaft für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel,
		
P-Y. JEHOLET		
De Vicepresident van de Franse Gemeenschap en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,	La Vice-présidente de la Communauté française et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,	Die Vizepräsidentin der Französischen Gemeinschaft und Ministerin für Kindeswohl, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte,
		
B. LINARD		

De Minister-president van de Waalse Regering,	Le Ministre-président du Gouvernement wallon,	Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung,
		
E. DI RUPO		
De Viceminister-president en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Waalse Regering,	La Vice-présidente et ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,	Die Vize-Ministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Frauenrechte,
		
C. MORREALE		

De Minister-president en minister van Lokale Besturen en Financiën van de Duitstalige Gemeenschap,	Le Ministre-président et ministre des Pouvoirs locaux et des Finances de la Communauté germanophone,	Der Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Minister für lokale Behörden und Finanzen,
		
O. PAASCH		
De Viceminister-president en minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,	Le Vice-ministre-président et ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement de la Communauté germanophone,	Der Vize-Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen,
		
A. ANTONIADIS		

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,	Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,	Der Präsident des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission,
		
R. VERVOORT		
Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn	Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions,	Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und Soziale Maßnahmen,
		
A. MARON		

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn	Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions,	Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und Soziale Maßnahmen,
		
E. VAN DEN BRANDT		
De Minister-president van de Franse Gemeenschapscommissie belast met de promotie van de gezondheid,	La Ministre-Présidente de la Commission communautaire française chargée de la promotion de la santé,	Die Ministerpräsidentin der Französischen Gemeinschaftskommission, beauftragt mit der Gesundheitsförderung,
		
B. TRACHTE		
De minister, lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid,	Le ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de l'action sociale et de la santé,	Der Minister, Mitglied des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit;
		
A. MARON		